

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La démocratie bourgeoise en crise

- **Les salaires laminés par les prix**
- **La politique « africaine » de Meloni**
- **La relance du nucléaire**
- **L'organisation Révolution permanente et la Palestine**
- **L'extrême gauche aux législatives**
- **Les Cahiers de Verkhnéouralsk**

Au sommaire de ce numéro

La démocratie bourgeoise en crise	1
Salaires laminés par la hausse des prix : mensonges patronaux et intérêts vitaux des travailleurs	6
Italie : la politique « africaine » du gouvernement Meloni	14
La relance du nucléaire	18
Palestine : la politique de Révolution permanente, entre mensonges et opportunisme	24
Les résultats de l'extrême gauche aux élections législatives	29
<i>Les Cahiers de Verkhneouralsk,</i> <i>écrits de militants trotskystes soviétiques, 1932-1933 (tome 2)</i>	31

La liste des librairies vendant **Lutte de classe** est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

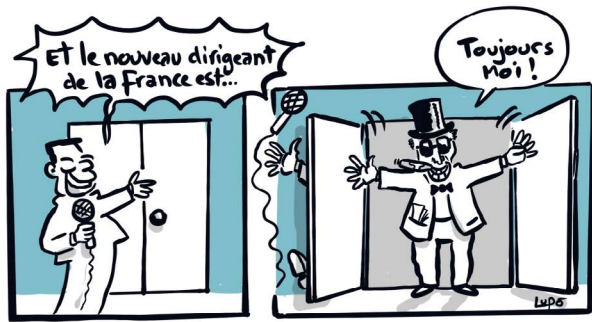
Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La démocratie bourgeoise en crise

Après deux mois de manœuvres et tractations qui ont relevé de la farce, Macron a nommé Michel Barnier à Matignon. Ce politicien LR, qui a blanchi dans les institutions bourgeoises, en France et en Europe, a reçu immédiatement l'onction du patronat. Celui qui réclamait fin 2021 un moratoire sur l'immigration a été validé par les dirigeants du RN, qui pèseront sur sa politique. Celle-ci sera encore plus propatronale, antiouvrière et xénophobe que celle menée depuis deux ans.

Pour autant, faute de majorité nette à l'Assemblée nationale, l'avenir du gouvernement Barnier promet d'être laborieux. Cette nomination ne résout en rien la crise politique. Celle-ci couve depuis que Macron a été réélu à l'Élysée en 2022 sans obtenir de majorité parlementaire. Elle est devenue aiguë après la victoire du RN aux élections européennes du 9 juin dernier. En décidant, comme un joueur de poker, de provoquer des élections législatives anticipées en prenant les partis au dépourvu, Macron l'a encore aggravée. Le vote des électeurs et plus encore les manœuvres des partis politiques – formation éclair du Nouveau Front populaire (NFP) entre des partis de gauche qui se déchiraient quelques jours plus tôt suivie d'un « front républicain » pour entraver le RN – ont abouti à cette Assemblée nationale morcelée en onze groupes parlementaires.

UN PERSONNEL POLITIQUE DE MOINS EN MOINS RESPONSABLE

Si, pour se faire élire, les députés se sont groupés dans trois blocs rivaux dont aucun n'a



Macron a nommé Barnier à Matignon avec l'assurance de Le Pen que le RN ne le censurera pas tout de suite.

de majorité absolue, les ambitions et les calculs des uns et des autres peuvent provoquer à tout moment un éclatement et une recomposition. Le seul obstacle sérieux à la formation d'un gouvernement de grande coalition, appelé de leurs vœux par tous ceux qu'inquiète l'instabilité politique, n'est pas les différences de programmes.

Sur le fond, malgré les postures des uns et des autres, tous ces groupes de députés, RN et LFI inclus, sont respectueux de l'ordre social. Tous ne jurent que par l'intérêt national, ce qui dans une société capitaliste signifie les

intérêts de la classe dominante, et tous aspirent à gérer les affaires de la bourgeoisie. Il y a un continuum entre les dirigeants de ces groupes parlementaires qui ont siégé à un moment ou à un autre dans le même parti ou dans le même gouvernement. Quand ils n'ont pas gouverné ensemble, ils se sont succédé au pouvoir, les uns terminant les réformes entamées par les autres. C'est ainsi qu'Élisabeth Borne a pris le relais de Marisol Touraine pour retarder un peu plus le départ à la retraite des salariés. Au pouvoir, tous ont obéi aux injonctions du patronat.

Ce qui les empêche de gouverner ensemble, ce sont uniquement les petits calculs des uns et des autres devant une situation instable. Les plus ambitieux, avec leur coterie respective, visent la prochaine présidentielle – qu'elle se tienne en 2027 ou plus tôt si les circonstances poussent Macron à la démission – et ne veulent pas s'user en quelques mois au pouvoir. Les autres savent qu'une nouvelle dissolution est possible dans moins d'un an et ne veulent pas monter dans un navire qui prend l'eau.

Ces politiciens, Macron en tête, apparaissent donc « Tous irresponsables », comme le titrait le 5 septembre l'éditorialiste du journal *Les Echos*. Irresponsables, ils le sont toujours vis-à-vis de leurs électeurs, et d'abord vis-à-vis de ceux des classes populaires, invités à voter tous les cinq ans, puis à se laisser piétiner sans broncher jusqu'au prochain scrutin. Mais ils apparaissent désormais irresponsables vis-à-vis de la bourgeoisie. Alors que l'économie capitaliste va de crise en crise, que la croissance mondiale est au ralenti, que l'Allemagne, locomotive de l'industrie européenne, est en quasi-récession économique, que les Bourses mondiales risquent un krach à tout moment, que les marchés financiers tiennent les États, en particulier la France, par leur dette publique, que la guerre s'étend, la grande bourgeoisie française voit d'un très mauvais œil l'absence d'un gouvernement stable pour piloter l'appareil d'État.

Bien sûr, dans un riche pays impérialiste comme la France, cet appareil d'État fonctionne avec ou sans ministres à sa tête. Tout l'été, les hauts fonctionnaires de Bercy ont préparé le budget 2025 alors que le gouvernement était considéré comme démissionnaire. Pour le bonheur du patronat, Barnier n'aura qu'à valider ce



Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ovationné à l'université d'été du Medef, le 26 août 2024.

budget d'austérité, prévoyant 10 à 15 milliards d'euros d'économies par rapport à celui de 2024. Il le pourra d'autant plus facilement que son directeur de cabinet à Matignon, Jérôme Fournel, est celui qu'avait Bruno Le Maire à Bercy ! Les JO ont pu se dérouler et la rentrée scolaire se tenir sans ministres en exercice. Des centaines de recteurs, de préfets, de chefs d'état-major, de directeurs d'institutions publiques, de secrétaires généraux dans les ministères ont continué à mettre en œuvre les décisions, les lois ou les décrets pris les mois précédents sans que le pays ne connaisse la moindre interruption. Ces hauts fonctionnaires sont précisément sélectionnés dans les grandes écoles de la bourgeoisie et dressés pour assurer la continuité de l'État malgré la valse des ministres.

Pour autant, un gouvernement officiel est nécessaire pour arbitrer entre les intérêts contradictoires de tels ou tels groupes de banquiers ou d'industriels ; pour défendre bec et ongles les intérêts des capitalistes français face à leurs concurrents étrangers, y compris en préparant la guerre ; pour imposer des lois ou des décrets qui fixent les barèmes et les assiettes des impôts ou qui régissent mille aspects de la vie sociale et économique, autant de sources de profits pour une myriade d'en-

treprises du BTP, de l'agriculture ou de la restauration. On a vu ces différents secteurs réclamer « des actes » à Barnier dès sa nomination.

Un gouvernement est nécessaire pour « garantir la poursuite de la politique de l'offre menée depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron », comme l'a formulé le président du Medef lors de son université d'été, fin août. Autrement dit, il est nécessaire pour poursuivre les baisses d'impôts et de taxes pour les entreprises, pour continuer à rallonger le temps de travail, repousser l'âge de la retraite, bloquer les salaires, réduire ou supprimer les indemnités des chômeurs, rendre plus dures les conditions de vie des travailleurs, à commencer par sa fraction immigrée, tailler dans les budgets des écoles ou de la santé pour drainer la plus grande part des richesses créées vers les coffres du capital. S'il n'est pas renversé trop vite, le gouvernement Barnier va s'y employer.

UNE INSTABILITÉ POLITIQUE DURABLE

Si la personnalité d'un Macron, qui prétend régner en Jupiter, et les petits calculs à court terme d'une classe politique minable contribuent au prolongement de la crise po-

litique, celle-ci a des causes plus profondes. Elle résulte de l'usure du système parlementaire sur fond de crise de l'économie capitaliste.

Avec plus ou moins de succès selon les époques, la bourgeoisie des pays riches a dompté le suffrage universel et mis en place des systèmes d'alternance gouvernementale qui permettent de remplacer, quand il est trop usé au pouvoir, un parti dévoué à ses intérêts par un autre tout aussi dévoué. En France, en 1958, en pleine guerre d'Algérie, après treize années d'un régime parlementaire que les rivalités entre les partis rendaient instable et faible, le général de Gaulle, dénonçant « *la confusion et l'impuissance des pouvoirs* », s'est fait donner les pleins pouvoirs pour mettre en place un régime présidentiel. En concentrant beaucoup de pouvoir entre les mains du président et en réduisant celui du Parlement, la Constitution de la Ve République a assuré une stabilité politique bien après l'indépendance de l'Algérie. Le poids politique de De Gaulle et son crédit au sein de l'armée, acquis dans la période précédente, ont bien sûr joué un rôle déterminant.

Mais de Gaulle parti, lui-même usé par plus de dix ans au

pouvoir et affaibli par la grève générale de mai 1968, la Ve République a continué à rendre service à la bourgeoisie. Pendant des décennies, la droite et la gauche ont alterné à l'Élysée ou à Matignon. Quand la droite était trop haïe par les classes populaires, elle laissait la place à la gauche. De Mitterrand et Chirac à Sarkozy et Hollande, cette alternance s'est faite sans trop de heurts.

Mais pour que la démocratie fasse illusion, il faut que les gouvernements aient quelques miettes à distribuer. Dans une période de crise économique permanente, quand le chômage est massif, quand le niveau de vie des classes populaires se dégrade, quand le patronat attaque sans cesse les conditions d'existence de ceux qui font fonctionner la société, les gouvernements n'ont que des coups à donner aux travailleurs. Alors les politiciens s'usent de plus en plus vite. Sarkozy puis Hollande n'ont pas pu se faire réélire. Les partis de gauche, dont les classes populaires constituaient la base électorale qu'il fallait faire rêver en leur promettant des lendemains enchanteurs par la seule grâce du bulletin de vote, ont exercé le pouvoir en alternance avec la droite pendant 40 ans. L'un après l'autre, Mitterrand,

Jospin puis Hollande ont trahi leurs promesses et se sont soumis aux exigences de la finance et des capitalistes. Cette gauche a fini par se discréditer complètement parmi les travailleurs.

Conseiller puis ministre de Hollande, mis en orbite par de grands bourgeois pour la présidentielle de 2017 en se prétendant « *et de droite et de gauche* », le banquier Macron a offert un petit répit à la démocratie bourgeoise. Il aura été de courte durée.

LA COMÉDIE DU NFP

Après s'être laborieusement accordés sur le nom de l'énarque Lucie Castets pour le poste de Première ministre puis s'être fait claquer la porte sur les doigts, les partis du NFP crient au « déni de démocratie » et dénoncent un « coup de force » de Macron. Il faut bien peu de dignité pour pleurnicher parce qu'on est maltraité par Macron après avoir sauvé le siège de dizaines de députés macronistes et LR, dont Borne et Darmanin, en se désistant sous prétexte de faire un « front républicain » contre le RN. Le résultat de toutes ces manœuvres et malgré le système électoral en vigueur qui a donné une sur-représentation au NFP (33,4 % des députés pour 28,1 % des voix), c'est qu'avec 193 députés sur 577, les partis de gauche sont minoritaires dans une Assemblée massivement à droite et à l'extrême droite.

Les travailleurs n'ont ni à pleurer avec le NFP ni à regretter un gouvernement Castets. Si Castets a repris à son compte les promesses, bien modestes, de porter le smic à 1600 euros et celle de revenir sur la retraite à 64 ans, elle n'a cessé de répéter qu'elle chercherait une majorité « texte par texte », autrement dit qu'elle était prête à renoncer au programme du NFP, faute de majorité. Or, même quand ils



Le 17 mars 2016, manifestation contre la loi El Khomri, ministre du Travail de Hollande.



La délégation du NFP arrive à l'Élysée pour sa consultation avec Macron, le 23 août 2024.

avaient une majorité absolue, les partis de gauche ont toujours reculé devant les exigences patronales. Si Blum invoquait en 1936 le « mur de l'argent », ses lointains successeurs se cachent derrière « l'orthodoxie budgétaire » exigée par les marchés financiers pour bâtir le budget des États endettés. En Grande-Bretagne, la gauche est revenue au pouvoir avec une large majorité. Mais, au prétexte que les conservateurs ont laissé les caisses vides, le nouveau Premier ministre travailliste a annoncé des coupes massives dans le bouclier tarifaire pour les factures d'énergie, dont bénéficient les classes populaires.

Le déni de démocratie, bien réel, ne se situe pas dans le refus de nommer Lucie Castets à Matignon et de confier le pouvoir au NFP. Il est bien plus profond. Il résulte du fait que les véritables maîtres de la société ne sont pas les députés ou le président élus mais ceux qui détiennent les capitaux. Quelques milliardaires de la finance et de l'industrie comme le Français Bernard Arnault ou l'Américain Elon Musk, quelques milliers de capitalistes dans le monde, ont plus de poids sur l'économie que les députés et les présidents élus, y com-

pris celui des États-Unis. Ils possèdent les grandes entreprises de production, de transports, de distribution et surtout les banques. Notre vie, nos emplois, nos salaires, nos horaires de travail, nos jours de congé et même notre santé dépendent des patrons qui exploitent notre travail bien plus que des députés qui votent les lois.

Dans les urnes, pour élire un député, le bulletin d'un patron et celui d'un ouvrier – à condition qu'il ait le droit de vote et en faisant abstraction des modes de scrutin, des découpages des circonscriptions électorales et des moyens de propagande disproportionnés – ont peut-être le même poids, mais quand il faut décider la fermeture d'une usine ou une simple augmentation de salaire, c'est la dictature patronale qui prévaut. Face à cette dictature, la force des travailleurs, ce n'est pas le bulletin de vote, c'est leur rôle indispensable au cœur de l'économie, qui devient évident quand ils se mettent en grève. Pour imposer une augmentation de salaire suffisante pour ne pas être appauvris par la flambée des prix, pour ne pas laisser les anciens s'user au travail pendant que les jeunes se morfondent au

chômage, pour défendre leurs conditions d'existence et empêcher la société de se déliter, les travailleurs ne pourront jamais compter sur un gouvernement gérant les institutions de la bourgeoisie. Ils ne pourront compter que sur leurs propres forces collectives.

La comédie du NFP autour du respect des institutions et du « déni de démocratie » de Macron désarme les travailleurs comme la comédie autour du recours au Conseil constitutionnel, après un alignement des mobilisations contre la retraite à 64 ans sur le calendrier du Parlement, présenté comme l'endroit où les choses se décideraient, les avait désarmés en 2023. Une fraction des députés du NFP en appelle à une mobilisation populaire. Mais quand les travailleurs trouveront l'énergie et le courage de se mobiliser en masse, ce serait une impasse dramatique s'ils le faisaient seulement pour porter au pouvoir des partis qui leur porteront des coups.

LE RN EN ARBITRE ET EN EMBUSCADE

Donné quasiment au pouvoir entre les deux tours des élections législatives, le RN, ostracisé par l'alliance de tous ses adversaires politiques, pompeusement appelée « front républicain », reste finalement dans l'opposition. Mais son groupe parlementaire est passé de 89 députés pour 4,2 millions de voix en 2022 à 123 députés pour 9,3 millions de voix recueillies au premier tour en 2024 (et même 10,5 millions avec les voix de ses alliés LR-Ciotti). C'est le fait politique marquant des élections législatives. Le tir de barrage de ses concurrents contre le RN était bien plus motivé par le refus de céder la moindre place à des nouveaux prétendants à la manège gouvernementale que par un clivage idéologique. En

participant à ce barrage pour sauver les postes de ses députés, Macron a peut-être raté, du point de vue de la bourgeoisie, une occasion d'intégrer en douceur le RN au pouvoir, lui à l'Élysée, Bardella à Matignon.

Plus le RN se rapproche du pouvoir, plus il cherche à démontrer qu'il est un parti de gouvernement, docile et responsable. Reprenant dans l'entre-deux-tours l'essentiel du programme économique de Macron, le RN a confirmé les baisses d'impôts prévues pour les riches et les entreprises et reporté à la Saint-Glinglin l'abrogation de la loi sur la retraite à 64 ans. Si le RN n'est pas l'option préférée de la bourgeoisie, qui n'aime pas l'inconnu et préfère s'appuyer sur un personnel à la fiabilité éprouvée, il reste pour elle un recours tout à fait acceptable. Il est significatif que certains grands bourgeois, comme le milliardaire Vincent Bolloré, poussent à une alliance des droites, illustrée par le ralliement de Ciotti au RN.

En s'engageant à ne pas censurer immédiatement un gouvernement Barnier, le RN vient de donner un nouveau gage de responsabilité. Allié objectif de Macron, le RN est aussi un arbitre qui pèsera directement sur la politique du prochain gouvernement. Après Darmanin, dont la loi « asile et immigration » a été votée en janvier dernier avec les voix et le programme du RN, Barnier annonce qu'il s'attaquera, encore et encore, à l'immigration. Désigner les travailleurs immigrés, ou les chômeurs traités d'assistés, comme des boucs émissaires est un moyen éculé de détourner l'attention des coups portés à l'ensemble des travailleurs. Cela souligne, s'il le fallait, l'ignominie de tous ceux qui ont prétendu établir un barrage contre le RN en se désistant au profit de la droite et des macronistes.

Si le « barrage au RN » a empêché Bardella de s'installer à Matignon, il n'a pas réduit son influence dans une large fraction de la classe ouvrière ni son poids politique réactionnaire dans le pays. Parce qu'il parle de la fermeture des services publics ou de l'insécurité, et surtout parce qu'il apparaît comme celui « qu'on n'a jamais essayé » et qui pourrait « donner un coup de pied dans la fourmière », le RN a fait ses meilleurs scores dans des villes et des régions ouvrières sinistrées. En rabâchant, après tant d'autres, dont le socialiste Michel Rocard dès 1989, « qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde », qu'il n'y aurait pas assez de logements, de places en crèche ou de lits d'hôpitaux pour tous et qu'il faut donc les réserver aux seuls Français, le RN sème la division au sein de la classe ouvrière. C'est un poison mortel à un moment où le monde du travail a besoin de son unité pour se défendre et pour mener les combats susceptibles d'offrir un autre avenir à l'ensemble de la société.

La pression des idées réactionnaires ne pèse pas seulement sur le gouvernement. Elle s'exerce sur toute la société : le moindre fait divers, la moindre agression contre un enfant, un vieillard ou un policier sont imputés, par les politiciens et une multitude de commentateurs, au laxisme supposé de la justice, au manque d'ordre et d'autorité dans le pays, aux prétendus méfaits de l'immigration. Le poids électoral de l'extrême droite relayé par les gouvernements ne peut que renforcer les militants fascistes, au sein de la police et de l'armée, ou parmi les groupes identitaires qui se préparent à agir physiquement contre des migrants, des centres d'accueil, des mosquées ou des jeunes d'origine immigrée dans les quartiers. Les

manifestations et les émeutes racistes qui ont secoué plusieurs villes de Grande-Bretagne cet été doivent être un avertissement : les discours xénophobes peuvent déboucher du jour au lendemain sur des actes violents et engendrer une situation de guerre civile au sein même de notre classe, sur nos lieux de travail ou de vie.

La justice et la police ne nous protégeront pas de ces violences comme le prétendent les politiciens de gauche et les dirigeants syndicaux qui n'ont que les « valeurs républicaines » à la bouche. Pire, encouragées par la politique gouvernementale, elles les aggraveront. Pour se protéger des agressions racistes, pour défendre ceux des leurs qui seront menacés, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes, en apprenant à s'organiser à l'échelle de leurs entreprises ou de leurs quartiers, sur des bases de classe et pas des bases communautaires.

Il en va de même pour la défense de nos revendications vitales face à la cherté de la vie, aux licenciements et au chômage, à l'intensification de l'exploitation et au chaos grandissant de la société. Tant que les travailleurs remettront leur sort entre les mains de politiciens de la bourgeoisie, ils seront perdants. Tant que les travailleurs ne se doteront pas d'un parti à eux, un parti implanté dans les entreprises et dans les quartiers, un parti qui n'aspire pas à fournir des ministres pour gérer l'État de la bourgeoisie mais un parti de travailleurs conscients qui préparent l'affrontement avec la classe capitaliste et son expropriation, leurs intérêts à court terme (salaires, conditions de travail, retraite...) comme leurs intérêts à long terme (menace de guerre, avenir de leurs enfants, destruction de la planète...) seront piétinés.

9 septembre 2024



Salaires laminés par la hausse des prix : mensonges patronaux et intérêts vitaux des travailleurs

Aux législatives, la promesse d'augmenter le smic à 1 600 euros, dans le programme du NFP, a déclenché une campagne patronale et médiatique contre les hausses de salaire, campagne qui se poursuit. Peu importe que Macron ait fermé la porte de Matignon au NFP ; peu importe aussi que le choix du NFP de polariser le débat sur le smic ait été un moyen de ne pas parler d'augmentation générale de tous les salaires et de présenter ces malheureux 1 600 euros, bien insuffisants pour vivre, comme un objectif décent : le Medef e□!□st vent debout et a déjà annoncé, par la voix de son président Patrick Martin, qu'une augmentation du smic de 200 euros net entraînerait «érosion des rentabilités, destruction d'emplois, nouvel écrasement des grilles salariales, perte de compétitivité, autant d'effets ravageurs de A à Z»¹... Rien que ça !

Les travailleurs, et pas seulement ceux qui touchent le smic, devraient donc continuer à supporter sans rien dire de devoir choisir entre acheter de la viande ou allumer le chauffage, prendre leur voiture ou passer deux heures dans un bus pour économiser l'essence, renoncer à partir quelques jours en vacances, sans parler de tous ceux qui, même avec un travail, doivent s'inscrire aux Restos du Cœur pour manger tous les jours. Même les chiffres officiels, qui donnent pourtant une image très atténuée de la réalité, le disent : entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2024, le salaire mensuel brut aurait augmenté en moyenne de 10,5 %, tandis que l'inflation s'établirait à 12,5 % – et c'est bien plus pour les produits de première nécessité². Le gouvernement a bien été contraint d'augmenter le smic à plusieurs reprises, puisqu'il est indexé sur l'inflation offi-

cielle. Mais à 1 398 € net en juillet 2024, il ne permet toujours pas de vivre. Or, le nombre de travailleurs payés au smic n'a jamais été aussi élevé (17,3 % des salariés du privé, contre 12 % en 2021), car les salaires non revalorisés ont été rattrapés par le smic. Pendant ce temps, les profits des grandes entreprises battent des records et la consommation de luxe ne s'est jamais aussi bien portée. Mais ce qui est choquant pour les politiciens et les journalistes à la botte du patronat, ce n'est pas qu'un Bernard Arnault se paie un yacht à 130 millions d'euros, soit plus de 7 600 années de smic. Non, ce serait que les travailleurs, qui produisent tout dans la société, exigent de pouvoir en vivre !

Le salaire est cependant l'un des principaux motifs des grèves et débrayages qui ont eu lieu ces derniers mois, souvent à l'occasion des négociations annuelles obligatoires comme chez

Auchan en mars ou Biogroup en mai. Ces réactions, souvent minoritaires et isolées, restent encadrées par les syndicats. Les patrons s'en sortent souvent en concédant des primes et des augmentations modestes. Mais le salaire étant un problème commun à l'ensemble du monde du travail, il a été dans le passé et pourrait redevenir l'objet d'une mobilisation générale. Le patronat le sait très bien et il ne lésine pas sur les moyens pour décourager les salariés de revendiquer, avant tout par la pression quotidienne sur le lieu de travail/à l'atelier et la menace du chômage, mais aussi par une propagande permanente qui repose sur un tissu de mensonges.

LE TRAVAIL NE COÛTE PAS AUX PATRONS, IL LEUR RAPPORTE

Que le patronat s'oppose à la hausse des salaires en invo-

¹ BFMTV, le 26 août 2024.

² <https://fr.statista.com/infographie/32483/croissance-salaires-et-inflation-en-france-evolution-salaires-reels/>



Des travailleuses de Biogroup à Sarreguemines en grève pour leurs salaires, en mai 2024.

quant de grands périls n'est pas nouveau, étant donné que la répartition du produit du travail entre les profits et les salaires est un enjeu quotidien et permanent de la lutte de classe entre les capitalistes et les salariés. Quand Marx écrivait *Travail salarié et capital* (1847-1849) et *Salaires, prix et profit* (1865), deux textes classiques que nous recommandons à nos lecteurs, les capitalistes avançaient les mêmes arguments. Dans *Salaires, prix et profit*, Marx décrivait ainsi les cris d'épouvante poussés par des économistes bourgeois à propos de la réduction du temps de travail en Angleterre de 12 à 10 heures en 1848: «*Le docteur Ure, le professeur Senior et tous les autres porte-parole officiels de l'économie de la bourgeoisie prouvèrent [...] qu'on sonnait ainsi le glas de l'industrie anglaise [...]. Ils affirmèrent que la douzième heure [de travail] que l'on voulait ravir aux capitalistes*

était précisément la seule heure dont ils tiraient leur profit. Ils annoncèrent la diminution de l'accumulation du capital, l'augmentation des prix, la perte des marchés, la réduction de la production, et, pour conséquence inévitable, la diminution des salaires et finalement la ruine.» Patrick Martin, le dirigeant du Medef, n'a rien inventé en matière de prophéties catastrophistes !

Dans cette série de conférences, qui date de plus de 150 ans, Marx décortiquait la fabrication du profit capitaliste. Il démontrait que la somme des salaires est inférieure à la valeur des marchandises produites par les travailleurs. Le profit des patrons vient du fait qu'ils n'achètent pas le produit du travail du salarié mais sa force de travail. Ils l'achètent au prix du marché, à savoir le prix de ce qui est nécessaire aux salariés pour subvenir à leurs besoins de base et revenir travailler le

lendemain, ce qui constitue le salaire. Mais la caractéristique de la force de travail humaine est de produire plus de richesses que ce qu'elle coûte au patronat ; cette force de travail achetée, les patrons cherchent à l'utiliser le plus intensément possible, et le plus longtemps possible, pour produire le plus de marchandises possible. Ils empochent la différence entre les salaires et le prix du produit du travail, les marchandises finales. La différence entre le prix des marchandises finales fabriquées par les travailleurs et le prix de tout ce qu'il faut pour les produire, y compris le salaire, est la plus-value. Cette plus-value est accaparée, collectivement, par la classe capitaliste, industriels, mais aussi banquiers, capitalistes du transport... La plus-value créée par le travail des salariés de la production irrigue toute l'économie et la bourgeoisie, dans son ensemble, en vit.



KAREN CASSUTO/FTV

Les grévistes de Laser Propreté à la gare Saint-Charles à Marseille, le 14 août 2023.

Présenter le travail comme un « coût de production », au même titre que le loyer ou le crédit à la banque, est donc un mensonge pur et simple. La raison de la rage patronale n'est pas que le travail leur coûte trop cher, c'est qu'il ne leur rapportera jamais assez. Les patrons cherchent tout le temps à augmenter la part de la valeur produite qu'ils ne versent pas en salaire, et les salariés, en retour, ne peuvent espérer recevoir de quoi vivre décemment qu'en se battant pour imposer le mouvement inverse. La lutte patronale pour payer des salaires les plus bas possible n'est pas une question de circonstances ni de contexte économique : elle est, par définition, permanente. Mais elle est particulièrement féroce dans la période actuelle, alors que la guerre économique entre capitalistes s'exacerbe. Le camp patronal, même en l'absence de mobilisation ouvrière, pose un véritable interdit sur l'idée d'une augmentation des

salaires et avance des solutions qui consistent toujours à faire payer la population d'une façon ou d'une autre, notamment par la baisse des cotisations patronales et les subventions étatiques aux entreprises. Il manie aussi des arguments prétendument liés à la conjoncture économique, parmi lesquels deux ont été ressassés ces derniers mois : la situation des petits patrons, et le risque d'une « spirale inflationniste », c'est-à-dire qu'une augmentation des salaires fasse augmenter les prix.

UN PETIT PATRON PEUT EN CACHER UN GROS

Comme il est difficile de nier que les grandes entreprises accumulent des bénéfices record, les grands patrons se cachent derrière les petits en prétendant qu'une augmentation des salaires les mènerait à la faillite et que cela créerait du chômage.

Même s'il était vrai que certains petits patrons ne peuvent pas augmenter les salaires, cela ne devrait après tout pas empêcher les plus gros de le faire. Cela concernerait directement des millions de travailleurs : 40 % des salariés du privé travaillent dans une entreprise de plus de 250 salariés, et 25 % dans une entreprise de plus de 1 000 salariés. Les entreprises du CAC 40 emploient à elles seules 1,2 million de salariés. Or, les salaires y sont aussi tirés vers le bas. Stellantis, dont le PDG touche 100 000 euros par jour et les actionnaires, collectivement, 18 millions d'euros par jour, embauche à environ 1 470 euros par mois pour un poste d'ouvrier. Carrefour, qui a fait 1,66 milliard de bénéfices en 2023, emploie à temps partiel des caissières pour à peine plus de 1 100 euros par mois. Selon l'Observatoire des multinationales, en 2021, L'Oréal avait une masse salariale de 6,7 milliards d'euros, et a dépen-

sé 12,5 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions; en d'autres termes, les salariés, qui ont produit toute cette richesse, en ont collectivement touché deux fois moins que les actionnaires³. C'est une évidence que le niveau des salaires ne dépend pas du niveau de richesse des entreprises, mais du rapport de force entre le patronat et les salariés pour le partage de la valeur produite. Et ce rapport de force étant actuellement en faveur du patronat, la situation se dégrade, même dans les grandes entreprises: selon l'ONG Oxfam, chaque salarié du CAC 40 aurait pu toucher en moyenne 10 000 euros de plus en 2022 si la part dédiée aux salaires dans le partage des richesses de ces entreprises était restée la même depuis 12 ans⁴. Mais tout le monde ne travaille pas pour une entreprise du CAC 40. Bien des travailleurs sont confrontés aux lamentations de leurs patrons qui prétendent ne pas avoir les moyens d'augmenter les salaires.

Il faudrait déjà pouvoir vérifier leurs dires. Il existe en France toute une couche de patrons petits et moyens, qui vivent très bien de l'exploitation

de leurs salariés et savent parfaitement organiser leurs affaires pour se protéger de la perte d'un marché ou d'une mauvaise année. Un exemple récent parmi bien d'autres: l'entreprise Laser Propreté, qui travaille en sous-traitance notamment avec la SNCF pour le nettoyage des gares et des trains, et dans laquelle plusieurs grèves ont éclaté ces derniers mois pour obtenir non pas une augmentation, mais simplement le paiement des salaires dus, annonce dans ses comptes une perte de 2,4 millions d'euros en 2023; mais sur la seule période 2020-2022, elle a versé 1,74 million d'euros de dividendes! Les propriétaires, la riche famille marseillaise des Lasery, n'ont certainement pas de problème pour boucler leurs fins de mois. Il existe de multiples moyens dans la comptabilité capitaliste des entreprises pour faire disparaître les bénéfices: frais de sièges des filiales payés aux maisons-mères, loyers payés à des sociétés immobilières parentes, remboursement de prêts à des actionnaires... seul un véritable contrôle des travailleurs permettrait de mesurer la rentabilité réelle des entreprises. Ce contrôle prou-

verait que l'argent pour payer et augmenter les salaires existe, dans les comptes personnels de ces familles et plus encore dans ceux des grandes entreprises donneuses d'ordre.

Car si celles-ci sous-traitent, c'est bien qu'elles y gagnent plus qu'en salariant directement les travailleurs qui assurent des activités indispensables au processus de production comme le ménage, les services informatiques, voire une partie de la fabrication. L'entreprise MA France, sous-traitante de Stellantis mise en liquidation en mai dernier, est issue de la vente de l'ancien atelier des presses de l'usine PSA d'Aulnay en 2004; Stellantis en est resté le donneur d'ordre, le fournisseur et le client presque exclusif, jusqu'à ce qu'il décide de réorganiser sa production pour la reprendre en interne (dans ses usines PSA à Rennes et Fiat en Turquie) et de couler son sous-traitant. Les travailleurs de MA France avaient donc toutes les raisons de demander des comptes non seulement à leur direction, mais aussi et surtout à Stellantis. Ce qui est vrai dans le cas d'une liquidation est vrai aussi pour revendiquer des augmentations de salaire: si un patron de la sous-traitance prétend qu'il n'a pas d'argent, c'est que l'argent est ailleurs, chez son « client »! La plus-value dégagée au niveau des sous-traitants est aspirée par les donneurs d'ordre.

La lutte que mène la bourgeoisie dans son ensemble pour dégager le maximum de profit grâce au travail des salariés ne se mène pas seulement entreprise par entreprise: elle est collective, elle passe par la sous-traitance, des montages financiers et bien d'autres moyens que le secret des affaires cache mais que les travailleurs ont intérêt à mettre au grand jour pour aller dans le sens d'une mobilisation commune.



Le chantier du village olympique à Paris, où les donneurs d'ordre ont organisé une sous-traitance en cascade, ici en novembre 2021.

3 <https://multinationales.org/fr/multinationales/l-oreal/>

4 <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/top-100-des-entreprises-les-inegalites-salariales-entre-pdg-et-salarie-es-se-sont-creusees-en-10-ans/>



Un boulanger affiche l'augmentation de ses charges d'électricité, en mars 2023.

Reste la situation des travailleurs des très petites entreprises (TPE), artisans, commerçants de proximité, etc. Les TPE n'emploient que 20 % des salariés du privé, 40 % d'entre elles ne comptent qu'un salarié et leurs patrons ont souvent des conditions de vie proches de celles des travailleurs salariés. Ce sont eux que les reportages télévisés aiment présenter comme de gros travailleurs, le cœur de l'économie, eux qui – sous-entendu contrairement aux salariés – ne rechignent pas aux heures, et qu'il ne faudrait pas menacer par des hausses générales de salaire.

Comme si les difficultés des artisans étaient liées au niveau des salaires ! En réalité une grande partie des artisans sont des salariés déguisés des grandes entreprises. C'est manifeste dans le bâtiment, où la sous-traitance en cascade fait que des auto-entrepreneurs produisent de la valeur amassée par Bouygues, Eiffage et consorts. Dans les secteurs qui travaillent pour la consommation populaire aussi, les artisans sont intégrés dans des circuits économiques qui profitent au grand capital. Combien un coiffeur rapporte-t-il à L'Oréal ? Le groupe est en situation de quasi-monopole sur la fourniture de produits professionnels,

et affiche un taux de rentabilité de plus de 20 % pour cette partie de son activité, soit 1 milliard d'euros de bénéfices en 2023 (à l'échelle du marché mondial). Ce qui a menacé de faillite bien des boulangers lors de la flambée des prix de l'énergie en 2021-2023, ce ne sont pas les salaires, mais le racket que leur ont imposé les fournisseurs d'électricité. Citons la situation de Julien Pedussel, boulanger dans l'Oise, décrite dans l'hebdomadaire *Marianne* en janvier 2023 : « *La facture d'électricité de son fournisseur TotalEnergies s'élève à 12 882 euros en décembre, soit une hausse de 50 % par rapport au mois de novembre. Il y a deux ans, à la même époque, quand il a démarré son activité, elle était de 1 800 euros en moyenne. Avec un petit chiffre d'affaires de 28 000 euros par mois, deux CDI à temps complet à rémunérer, Julien Pedussel, qui ne se verse pas de salaire, pourrait bien se retrouver en cessation de paiement.* »

C'est dire l'hypocrisie de Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, lorsqu'il s'oppose en ces termes à l'augmentation du smic dans une interview au *Figaro* le 28 août 2024 : « *Dès que l'on donne 200 euros de smic, vous avez 150 euros de charge et immédiatement l'addition devient insupportable pour les*

PME. » Il n'a pas la même sollicitude pour les PME lorsque Total leur impose ses tarifs exorbitants !

Une grande partie de la valeur créée par les artisans et leurs salariés finit en réalité directement dans les caisses des grandes entreprises. Comme elles leur semblent intouchables, faire pression à la baisse sur les salaires paraît être à certains de ces petits patrons la seule variable d'ajustement pour augmenter leurs bénéfices, ou simplement ne pas mettre la clé sous la porte. Certains ressentent même une solidarité avec les capitalistes qui les étranglent et fustigent les revendications des salariés. En réalité, les petits patrons qui travaillent eux-mêmes et qui vivent auprès des classes populaires auraient tout intérêt à lier leur sort à celui de la classe ouvrière. Dans le passé, quand le mouvement ouvrier était fort et que la classe ouvrière a su se montrer déterminée, comme en 1936, elle a su attirer à elle cette fraction de la petite bourgeoisie qui subit elle aussi la dictature du grand capital.

Quoi qu'il en soit, les salariés n'ont aucune raison d'adapter leurs revendications, qui reposent sur leurs besoins, à la situation de tel ou tel patron. Comme l'écrivait Trotsky dans le Programme de transition (1938) : « *Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers – surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires – les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiters. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime.* »

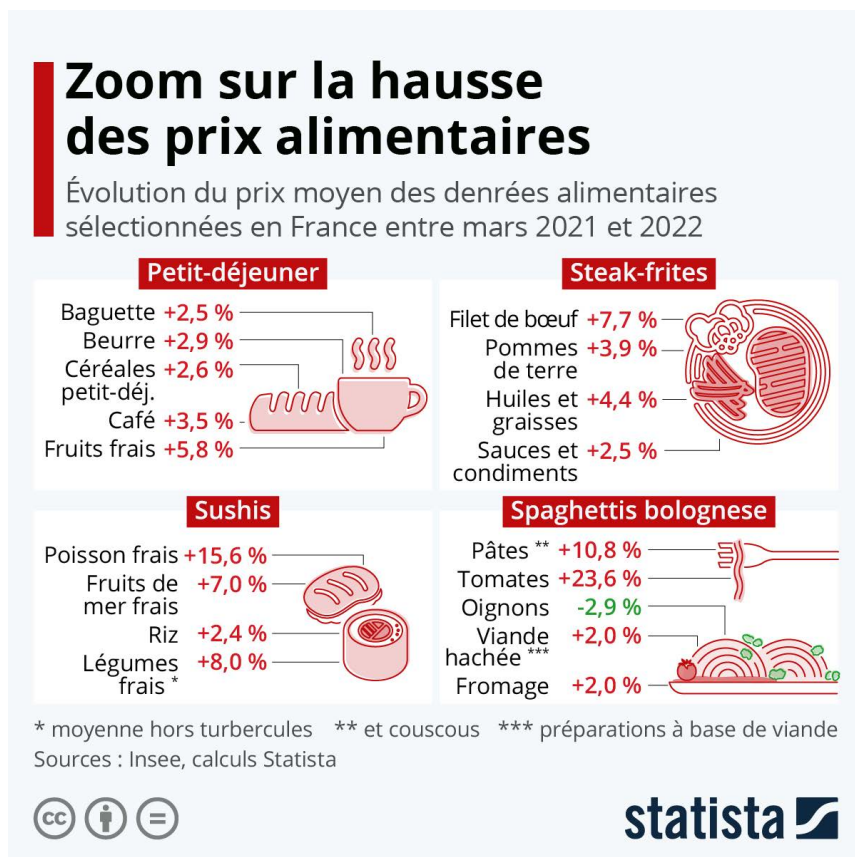
Il y a bien assez d'argent dans

la société pour financer tous les emplois utiles, en faisant payer les fournisseurs, les propriétaires immobiliers, les banques, en un mot en prenant sur les profits et sur les fortunes accumulées par la grande bourgeoisie – les 153 milliards d'euros de bénéfices dégagés par les seules entreprises du CAC 40 en 2023 n'en constituant qu'une toute petite partie.

Ce qui est vrai des salariés des petites entreprises l'est aussi des salariés du secteur public. L'État finance des emplois indispensables au bon fonctionnement de la société capitaliste – transports, écoles, hôpitaux – en utilisant l'argent des impôts, majoritairement prélevés sur les salariés. Les travailleurs paient donc deux fois : ils dégagent du profit pour leur patron, et ils paient en plus pour que la population puisse se déplacer, être à peu près éduquée et se soigner un minimum. Ce serait pourtant aux capitalistes, qui ne produisent rien, de financer l'ensemble de ces dépenses, dont les salaires des fonctionnaires.

Ainsi, les travailleurs de tous les secteurs, quel que soit le patron ou le chef qu'ils ont en face d'eux et qu'ils doivent affronter en premier lieu, ont le même adversaire : la grande bourgeoisie qui, par des moyens variés et plus ou moins directs, pompe la richesse collective. Aboutir à une augmentation réelle des salaires, pour tous, nécessite une modification des rapports de force entre grand patronat et travailleurs ; augmenter les salaires, c'est réduire un peu la part de richesse qui revient à la bourgeoisie, à l'échelle de l'économie dans son ensemble.

Dans cette lutte, les travailleurs isolés et ceux des petites entreprises sont dans une position plus difficile que ceux qui sont regroupés par milliers sur un même lieu de travail. Mais dans l'histoire des luttes ouvrières, lorsque les mouvements isolés pour les salaires se



sont transformés en mobilisation générale, tous les patrons, petits comme grands, ont trouvé le moyen de payer. Après la grève générale de mai 1968, tous les salaires ont été tirés vers le haut et, contrairement aux prophéties catastrophistes, l'économie française ne s'est pas effondrée. Ce qui a mis bien des entreprises en faillite quelques années plus tard et créé un chômage de masse, c'est la crise due au fonctionnement même de l'économie capitaliste dans les années suivant le choc pétrolier de 1973.

L'AUGMENTATION RÉELLE DES SALAIRES : UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Un autre argument a été ressassé ces derniers mois par les journalistes, politiciens et grands patrons : si les salaires augmentent, les patrons augmenteront les prix pour compenser. Indexer les salaires sur les prix créerait donc une « spi-

rale inflationniste ». Les patrons reprendraient de la main droite ce qu'ils auraient dû donner de la main gauche et les travailleurs n'y gagneraient rien.

Cet argument qui peut paraître de bon sens repose sur un mensonge grossier consistant à faire croire que les prix sont avant tout déterminés par les salaires.

D'abord, il est évident que la cause de la hausse actuelle des prix n'est pas la hausse des salaires. L'inflation qui s'est accélérée partout dans le monde ces dernières années résulte de la perturbation des échanges capitalistes suite à la crise du Covid, à la guerre en Ukraine et aux pénuries de certains produits agricoles ou industriels, qui ont permis à certains producteurs d'imposer des augmentations de prix exorbitantes, de la politique protectionniste des États impérialistes, du bras de fer entre les capitalistes des différents secteurs pour accaparer la plus grande part de la plus-value créée par les tra-

vailleurs. Les principaux bénéficiaires en sont des trusts géants qui, dans l'énergie, le transport, l'agriculture, ont les moyens d'imposer des prix de monopole. TotalEnergies, CMA CGM et autres multinationales contrôlant des secteurs clés imposent des prix élevés parce qu'ils sont en position de force sur le marché capitaliste. Une modification des rapports de force, comme l'entrée sur le marché d'un concurrent, pourrait inversement entraîner des baisses de prix. Le niveau des salaires n'a rien à voir avec ces variations. De même, les profits engrangés par les supermarchés dans le secteur du commerce ne sont pas liés au niveau général des salaires, mais au fait qu'ils contrôlent le marché.

L'exemple des années 1970 est souvent brandi pour annoncer l'enclenchement d'une spirale inflationniste infernale si les salaires augmentaient. À l'époque, il existait en France une indexation, imparfaite, des salaires sur les prix ; salaires et prix ont augmenté conjointement – sans que d'ailleurs, cela empêche les salaires de prendre du retard. Mais ce n'est pas parce que les salaires ont augmenté que les prix ont suivi, c'est parce que les prix se sont emballés suite au choc pétrolier de 1973 et que l'indexation existait dans la loi que les salaires ont un peu suivi. Et cela n'a pas duré longtemps : la décision du gouvernement de gauche, en 1983, de désindexer les salaires, a ouvert une longue période de décrochage entre les salaires et les prix, ces derniers n'ayant jamais totalement cessé d'augmenter même si l'inflation n'atteignait plus le niveau des années 1970.

La menace d'une augmentation automatique des prix à la consommation repose sur une image simpliste : on imagine un patron boulanger augmenter le prix de sa baguette pour compenser la hausse du salaire

de son salarié. Mais d'une part, l'essentiel des échanges dans l'économie capitaliste se déroule entre les entreprises capitalistes. Est-ce qu'un fournisseur de services informatiques aux entreprises ou un fabricant de machines-outils pourra augmenter ses prix si les salaires augmentent ? Cela ne dépendra pas de son bon-vouloir, mais du marché, de la concurrence, de la pression des plus grands capitalistes, de la conjoncture économique générale...

D'autre part, même le patron boulanger ne décide pas de son prix seul, devant sa calculatrice ; sinon, pourquoi n'augmenterait-il pas son prix dès maintenant pour faire plus de bénéfice ? Marx résolvait déjà cette question dans *Salaires, prix et profit*. Il répondait alors à l'un des militants de l'AIT selon qui revendiquer des augmentations de salaire était une impasse, puisque, disait-il déjà, les patrons se rattraperaient en augmentant les prix. Marx montrait que le prix des marchandises dépend de la quantité de travail socialement nécessaire à leur production, qui détermine leur valeur marchande, et non du montant du salaire versé, car celui-ci ne rémunère pas le travail effectué, mais la force de travail. Les prix des marchandises fluctuent autour de leur valeur selon l'état du marché, notamment du rapport entre l'offre et de la demande. Une augmentation des salaires dans une entreprise a pour effet de modifier la répartition de la valeur entre les salaires et les profits, mais pas automatiquement de faire augmenter le prix de la marchandise. Ainsi, la CGT de Toyota à Onnaing a calculé, il y a quelques mois, que les 400 000 travailleurs du groupe avaient rapporté chacun en moyenne 78 725 euros en un an, soit entre trois et quatre fois le salaire d'un ouvrier de l'usine d'Onnaing. Comme l'écrivaient les militants du syndicat dans un tract distribué fin mai 2024 :

« Chaque jour, on travaille deux heures pour payer son salaire, et le reste, c'est pour enrichir une poignée d'actionnaires parasites. » Si les salaires des ouvriers doublaient, ils travailleraient quatre heures pour eux-mêmes, pour produire l'équivalent de leur salaire, et deux heures de moins pour les profits des actionnaires ; cela n'aurait pas d'impact automatique sur le prix de la voiture, dont la valeur n'est pas modifiée par la diminution de la plus-value. Bien sûr, les patrons cherchent toujours à vendre le plus cher possible ; mais qu'ils puissent le faire ne dépend pas de leur seule volonté.

Cela dit, une augmentation des salaires ponctuelle ne garantit effectivement pas durablement un meilleur niveau de vie aux travailleurs, parce que les prix peuvent effectivement augmenter en parallèle. La lutte pour des hausses des salaires est donc indissociable de la revendication de l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur indexation sur les prix, sous le contrôle des travailleurs qui sont les mieux placés pour vérifier leurs variations réelles. En outre, le patronat peut chercher à augmenter sa part de plus-value de bien d'autres façons qu'en jouant sur les salaires, en augmentant la productivité, le rythme du travail, en allongeant les horaires... Une victoire sur les salaires ne peut donc jamais être définitive : la lutte de classe se déroule en permanence.

Depuis l'époque de Marx, la concentration du capital et l'émergence de trusts ont donné des possibilités accrues à certains grands groupes capitalistes d'imposer des prix de monopole. La répartition de la plus-value entre les différents secteurs de l'économie capitaliste a évolué. Un petit boulanger peut se retrouver en faillite si les salaires augmentent et que ses charges restent constantes, sans que le marché



Manifestation pour les salaires à Paris, en septembre 2022.

lui permette de vendre plus cher. Mais raisonner à l'échelle d'une seule entreprise, qui plus est d'une petite entreprise, masque la réalité que Marx mettait en lumière : les travailleurs produisent l'ensemble de la richesse, et la propriété capitaliste permet aux patrons de s'approprier cette richesse. Comment les capitalistes se répartissent-ils la plus-value qui est extorquée dans la production, dans quels secteurs de l'économie productive se réalise la création de la valeur et par quels mécanismes cette valeur nourrit-elle les capitalistes de la finance, de l'immobilier, des services ? Cela peut évoluer, mais cela ne change rien au fond du problème : les intérêts des capitalistes et ceux des salariés sont par nature inconciliables, et le patronat mène une lutte permanente pour s'approprier la plus grande part possible de la richesse créée par les travailleurs. Ceux-ci n'ont que leur salaire pour vivre, et n'ont pas d'autre solution pour défendre leur niveau de vie que s'y opposer jusqu'à prendre possession des richesses et surtout des moyens de les produire dans leur totalité, c'est-à-dire

en mettant fin à la propriété capitaliste, en expropriant la bourgeoisie, par la révolution.

RÉFORMISME ET PROGRAMME DE TRANSITION

Les réformistes qui prétendent qu'on pourrait obtenir de « bons » salaires durablement et permettre au prolétariat de bien vivre sans renverser la classe capitaliste sèment des illusions. Il ne peut pas y avoir de salaire juste dans un système qui repose sur l'exploitation des travailleurs. Défendre des augmentations générales de salaires et leur indexation sur les prix réels doit s'accompagner d'une propagande faisant avancer la conscience, parmi les travailleurs, qu'aucun bon compromis n'est possible entre salaires et profits et que la gestion bourgeoise de la société ne peut que provoquer catastrophe sur catastrophe.

Les défenseurs du système brandissent la menace de « ruine de l'économie ». Mais l'économie capitaliste, pour les classes populaires, c'est déjà la ruine ! Elle ne garantit aux

travailleurs ni un niveau de vie décent ni des conditions d'une vie digne, elle ne les protège ni de la pauvreté ni du chômage, ni des guerres auxquelles mène la concurrence économique.

Comme l'écrivait Trotsky dans le *Programme de transition* au sujet de la revendication de l'échelle mobile des salaires, en 1938, alors que le monde se dirigeait vers une guerre généralisée : « *Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'impossibilité de réaliser ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leur livre de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse !* »

12 septembre 2024



Italie: la politique "africaine" du gouvernement Meloni

Cet article est traduit d'un article de nos camarades de L'Internazionale (Italie - UCI) paru dans *Lotta di Classe* n° 43, mai 2024.

Le 28 janvier 2024, lors d'une conférence tenue à Rome, le gouvernement Meloni a officiellement annoncé le plan Mattei pour l'Afrique. Si la conférence était intitulée « Un pont pour une croissance commune », l'intervention du président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a tout de suite gâché la fête, soulignant que ni lui ni aucune des institutions africaines n'avaient été consultés pour élaborer le plan.

Le plan Mattei et toute la politique « africaine » du gouvernement Meloni se résument surtout à des bavardages et à une propagande pompeuse à usage interne. Un volet qui s'adresse à son électorat et flatte ses préjugés xénophobes concerne la promesse de bloquer l'arrivée des migrants.

Dans l'ensemble, il n'y a donc rien de bien nouveau. L'impérialisme italien a, depuis des décennies, des intérêts non négligeables dans plusieurs pays africains. Dans la situation actuelle, il tente d'avancer ses pions dans la partie qui redéfinit les sphères d'influence politique et économique et qui se joue en Afrique comme dans le reste du monde. Même les allusions de Meloni à un rapport avec les pays d'Afrique qui « ne soit plus prédateur » mais de coopération rappellent certaines pages de

la propagande colonialiste du passé. Cet extrait d'un discours de Mussolini en 1922 en est une bonne illustration: « *Il ne s'agit pas de conquérir des territoires... mais d'une expansion naturelle qui doit aboutir à la collaboration entre l'Italie et des populations africaines.* » Cette déclaration « inspirée » n'empêcha pas, treize ans plus tard, l'extermination de milliers d'Éthiopiens par le régime fasciste, à coups de bombardements et de gaz asphyxiants.

La propagande gouvernementale a tenté de qualifier le plan de Meloni de trouvaille originale, capable de résoudre les problèmes historiques de dé-

veloppement de l'Afrique. Cette prétention confortera peut-être une partie de l'électorat de droite dans l'illusion d'une Italie ayant en main les clés de la politique internationale. Mais, comme on pouvait le lire dans le quotidien *La Stampa* il y a déjà plusieurs mois: « *Le plan Mattei ne peut exister sans une robuste aide internationale et sans être chapeauté par l'ONU. Pour la bonne et simple raison que l'Italie n'a pas l'argent nécessaire pour mettre en œuvre ce grand dessein de renaissance de l'Afrique, à laquelle, depuis son premier jour au pouvoir, Giorgia Meloni a confié la mission d'arrêter le flux de migrants provenant de la Méditerranée.* »



Au sommet Italie-Afrique organisé par Meloni en janvier 2024 à Rome, Meloni et le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa.

QUE VIENT FAIRE ICI MATTEI ?

Enrico Mattei fut l'une des grandes figures du capitalisme italien de l'après-guerre. Dénué de scrupules politiques, il pouvait financer aussi bien les courants de la Démocratie chrétienne qui l'appuyaient que le Parti communiste de Togliatti. Il joua un rôle de premier plan dans la politique énergétique italienne et fonda l'ENI (Établissement national des hydrocarbures) en 1953. S'appuyant sur l'illusion d'une possible autarcie énergétique de l'Italie basée sur l'existence supposée de gisements importants d'hydrocarbures sous la plaine du Pô, Mattei s'assura une liberté de mouvement bien plus grande que celle d'autres dirigeants d'entreprises à participation d'État, pour développer sa propre politique extérieure, parallèlement à celle du gouvernement. C'est ainsi que l'impérialisme italien parvint à se tailler une petite place dans l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz en Iran, en Égypte, en Libye et en Union soviétique, pour s'en tenir aux cas les plus connus.

Cette « politique extérieure » de Mattei fut qualifiée de néo-atlantisme. Cela permettait de rappeler que la stratégie de l'impérialisme italien se situait dans le camp dirigé par les États-Unis tout en revendiquant la liberté de prendre certaines initiatives et de conclure des accords économiques indépendamment des règles dictées par les grandes compagnies pétrolières américaines et anglaises. Dans le climat de décolonisation de ces années-là, la politique de l'ENI semblait appuyer les organisations nationalistes de la bourgeoisie arabe. Durant la même période, Mattei s'émancipa de l'interdiction absolue imposée par Washington en signant avec Moscou un accord pour la fourniture de pétrole à des prix

bien inférieurs à ceux du marché, en échange de la fourniture de tubes pour la construction d'oléoducs produits par l'aciérie de Tarente. L'histoire est souvent pleine d'ironie. Durant cette période de relative expansion économique dite du « miracle italien », Mattei fut un défenseur de l'indépendance énergétique. Cela signifiait nouer un certain nombre de relations économiques permettant de dégager l'industrie et l'ensemble du capitalisme italien de leur dépendance envers les grandes compagnies américaines et anglaises. Aujourd'hui, dans un contexte complètement différent mais toujours au nom de l'indépendance énergétique du pays, les artisans du plan Mattei mettent au contraire en avant l'abandon complet des fournitures russes et, sur le plan politique et diplomatique, la subordination totale aux États-Unis. Il est vrai que, dans un cas comme dans l'autre, l'objectif reste la garantie des profits capitalistes.

L'INTÉRÊT POUR L'AFRIQUE

Depuis une dizaine d'années, la politique étrangère italienne manifeste un intérêt renouvelé pour l'Afrique. L'étude commandée en 2013 à l'ISPI (Institut pour les études de politique internationale) par le gouvernement italien met en évidence les motivations profondes de cet intérêt, basées sur une interprétation très optimiste du développement économique à venir du continent africain, et de la région subsaharienne en particulier. Le rapport de l'institut souligne le rôle croissant des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne dans la région, auquel s'ajoute celui de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Turquie et d'autres encore qui « se taillent une position d'influence majeure au niveau global, y compris à travers une pénétration croissante en Afrique ».

En résumé, les auteurs du rapport appellent à ne pas se laisser dépouiller. À part l'Afrique orientale, pour laquelle l'Italie « conserve une attention particulière... héritée d'événements historiques », le Mozambique et l'Angola « constituent une zone privilégiée d'influence italienne, des entreprises italiennes ayant accaparé une bonne part des marchés de l'extraction des matières premières des deux pays ». Mais, face à l'activité frénétique des États concurrents et des entreprises qu'ils représentent, conclut le rapport, il faut élargir la zone d'influence sur laquelle se concentrer en Afrique. Il indique une liste de huit pays prioritaires : Angola, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Sénégal et Afrique du Sud. Cela correspond sans doute effectivement à la sphère d'intérêt de l'impérialisme italien en Afrique.

Depuis 2013, des « missions bilatérales » avec des pays africains ont été menées. Cinq nouvelles ambassades ont été ouvertes et trois conférences interministérielles Italie-Afrique se sont tenues. On pariait sur le maintien d'un rythme de croissance élevé des économies subsahariennes, à hauteur des 5,4 % annuels enregistrés par les statistiques jusqu'en 2015. Non seulement les grandes entreprises italiennes pouvaient se ruier sur cette opportunité, mais elle pouvait peut-être aussi profiter aux PME de la petite et moyenne bourgeoisie. Mais, les années suivantes, cette croissance a été divisée par deux tandis que les conflits et les crises politiques se développaient. Le nombre d'hommes fuyant la misère, les guerres, les persécutions et la famine augmenta, et mettre un frein à l'immigration devint alors une autre composante fondamentale de la politique italienne en Afrique.

La crise russo-ukrainienne, d'où est partie la course à la « sécurité énergétique » de tous



Une raffinerie du trust italien ENI au Ghana.

les gouvernements européens, a remis à nouveau l'Afrique au centre des préoccupations. La métaphore du « pont » revient à toutes les sauces : « *L'Italie veut être un pont vers la rive méridionale de la Méditerranée, vers tout le continent africain* », explique Mario Draghi au Parlement européen, tandis que le ministre des Affaires étrangères Tajani répète : « *L'Italie est un pont naturel entre Europe et Afrique. C'est pourquoi nous voulons devenir le hub énergétique de la Méditerranée.* »

LA FABLE HONTEUSE DES « AIDES »

La volonté de coopérer et de contribuer au développement de l'économie africaine est censée se mesurer à l'aune des aides accordées par les différents pays « donateurs ». Mais bien entendu, ces « dons » ne sont jamais ni gratuits ni désintéressés. Le pays donateur attend en retour des achats de biens de consommation ou des possibilités d'investissement dont l'intérêt est plus que discutable pour les peuples africains, mais bien réel pour les capitalistes italiens.

Il y a plus de cinquante ans, les pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) prirent l'engagement de consacrer 0,7% de leur PIB au développement

des pays pauvres. Cet engagement fut renouvelé à l'assemblée de l'ONU en 2015. En ce qui concerne l'Italie cependant, les aides en question ont chuté à 0,33% en 2022, puis 0,27% en 2023. Les données de l'OCDE elles-mêmes ont montré que les aides italiennes à l'Afrique sont passées de 515 millions en 2022 à 351 millions en 2023, soit une baisse de 32%. On voit ce qu'il en est des prétendues aides au développement !

Les investissements directs étrangers (IDE) sont un indicateur de la confiance des différents groupes industriels et financiers internationaux en une croissance économique susceptible de rentabiliser l'argent investi. Le cadre est très différent d'une région à l'autre de l'Afrique. Si en 2022 l'Égypte a reçu 11 milliards d'investissements – le double de l'année précédente –, les investissements ont diminué dans l'Afrique subsaharienne. La même année, 187 milliards de dollars se sont retirés du Nigeria. Dans l'ensemble, les « aides » à l'Afrique ont été ainsi divisées par presque deux, passant de 80 milliards de dollars à 45.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une situation figée et il est possible qu'un nouveau flux de capitaux inverse la tendance. L'instabilité d'une grande partie des pays d'Afrique influence évidemment la quantité et les caractéristiques des investissements étrangers.

Mais une simple comparaison avec les investissements engagés par d'autres pays en Afrique suffit à démontrer le caractère velléitaire et propagandiste des prétentions de l'impérialisme italien à jouer un rôle de premier plan dans le développement économique du continent. Les chiffres de 2022 s'établissent ainsi : la Grande-Bretagne 60 milliards de dollars, la France 54 milliards, tout comme les Pays-Bas, l'Italie n'arrivant que loin derrière, avec 6,6 milliards.

LES ANCRAGES DE L'IMPÉRIALISME ITALIEN

Les bouleversements politiques et sociaux qui secouent les pays et les peuples d'Afrique sont entremêlés et reflètent les luttes entre grandes puissances pour se partager les marchés et les zones d'influence. L'essor économique africain dont on parlait encore il y a une dizaine d'années a jusqu'à présent profité surtout aux banques et aux multinationales des grandes puissances.

Pour l'heure, mises à part les déclarations du gouvernement Meloni qui prétend « promouvoir le développement » africain, l'impérialisme italien ne peut guère compter que sur ses points d'appui traditionnels. L'ENI a montré en Libye, en Algérie, en Égypte, au Congo et au Mozambique qu'il savait défendre ses implantations, même au milieu du chaos et des guerres civiles, et que les profits produits par ce colosse de l'énergie continuaient à affluer vers les banques italiennes. L'autre secteur resté profitable pour la bourgeoisie italienne est celui des grands chantiers, comme le grand barrage de la Renaissance, construit dans la vallée éthiopienne du Nil, dont le coût est estimé à 3,5 milliards de dollars et dont le constructeur principal est le spécialiste de la construction d'ouvrages d'art

MARINELA NARDI



La prétention de Meloni à s'emparer de l'Afrique.

WeBuild, propriété de Pietro Salini, l'un des géants mondiaux du BTP, qui a déjà construit deux barrages en Éthiopie.

L'exportation d'armes est aussi un secteur en pleine expansion. Malgré la prétendue défense des « valeurs démocratiques », malgré la « lutte contre les autocraties » affichées par l'Italie, 72 % des armes qu'elle exporte vont à des pays dont les régimes sont qualifiés par Freedom House de « non libres ». Ce pourcentage est bien supérieur à celui de la Russie (54%) et atteint le double de la moyenne européenne. Beaucoup des régimes concernés sont africains. La société Leonardo fait des affaires en or au Nigeria. En avril, les derniers détails du contrat de vente de 24 avions militaires ont été conclus avec le ministère de la Défense nigérian. D'après plusieurs sources, il s'agit d'une affaire à un milliard de dollars, soit environ dix fois plus en un seul contrat que le montant global des exportations italiennes d'armes au Nigeria en 2022 ! Les perspectives sont prometteuses, les estimations les plus sérieuses parlant d'une crois-



Sur le plateau de la 7, en janvier 2019, Meloni se voulait déjà championne de l'anticolonialisme, contre la France. Elle montre un billet de francs CFA et la photo d'un enfant dans une mine d'or au Burkina Faso.

CAPTURE D'ÉCRAN

sance de 20 % des dépenses militaires pour la seule année 2024.

L'Égypte est un autre cas emblématique. L'Italie réserve un cinquième de ses exportations d'armes lourdes au régime d'al-Sissi, connu pour l'enlèvement, la torture et l'assassinat du jeune chercheur Giulio Regegni par la police politique locale. Ces exportations sont tout à fait illégales, du moins si l'on en croit l'article de loi 185/90 qui interdit la vente d'armes « à des pays responsables de violations des droits humains et reconnus comme tels par les organes compétents ».

En 2023, les dépenses militaires totales de l'Afrique ont été de 51,6 milliards de dollars. La palme de l'augmentation de ces dépenses revient à la région subsaharienne, grâce aux dépenses de la République démocratique du Congo (RDC) et du Soudan du Sud. La première a multiplié par deux ses dépenses militaires en 2023, tandis que celles du Soudan du Sud augmentaient de 78 %, atteignant 1,1 milliard de dollars. Mais l'industrie de la mort se porte bien aussi dans le nord du continent. L'Algérie et le Maroc se taillent la part du lion, représentant quatre cinquièmes des dépenses totales de la région. D'après la revue *Nigri-za*, l'Algérie est en tête des dépenses, avec une augmentation

de 76 %, pour une dépense totale de 18,3 milliards de dollars. Il s'agit du « plus haut niveau jamais enregistré par l'Algérie et de la plus forte augmentation depuis 1974. Une augmentation favorisée par l'augmentation des revenus des exportations de gaz vers l'Europe, contrainte de se tourner vers les pays d'Afrique du Nord après le blocus des importations russes ».

Même s'il ne s'agit pas d'un véritable développement économique, le tableau est alléchant pour l'impérialisme italien, en particulier pour les capitalistes qui produisent des armes lourdes et légères. En attendant d'éventuels miracles du plan Mattei, les industries italiennes de la défense fournissent aussi l'Algérie, leur huitième client par ordre d'importance.

Pour acheter des armes qui servent à défendre les intérêts des possédants locaux et, plus encore, les profits des entreprises capitalistes et les intérêts des puissances impérialistes, les gouvernements africains enfoncent davantage encore leurs peuples dans la misère. Mais, pour les capitalistes italiens et leurs semblables de tous les pays, c'est le profit immédiat qui compte et « Mieux vaut un tiens que deux tu l'auras ».

4 mai 2024



La relance du nucléaire

Cet article reprend un exposé préparé par des militants Lutte ouvrière d'EDF pour un forum consacré à ce sujet à la dernière fête de Lutte ouvrière.

Le 10 février 2022 à Belfort, Macron annonçait la relance du nucléaire avec la construction de plusieurs nouveaux réacteurs. Les institutions de l'État se sont alors mises au service des intérêts de la filière du nucléaire, sous prétexte de produire plus d'électricité décarbonée ou d'assurer la souveraineté énergétique. Comme rien n'avait été anticipé, les conséquences sur la charge de travail des salariés de la filière ne se sont pas fait attendre. Quant aux conséquences sur la sûreté nucléaire et les tarifs de l'électricité, la population peut d'ores et déjà s'en inquiéter.

Dans son discours de Belfort, Macron annonçait la volonté de l'État d'engager la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2, avec une première mise en chantier en

2035, et ensuite de huit autres, ainsi que de réacteurs plus petits, appelés SMR. Macron annonçait par ailleurs son souhait de prolonger la durée de vie des centrales actuelles de 10, 20 années ou plus, au-delà des 30 ou 40 ans de durée de vie initialement prévus.

L'Autorité de sûreté nucléaire vient d'autoriser la mise en service du réacteur de la centrale EPR de Flamanville, dont le premier béton a été coulé il y a quatorze ans et demi. Son coût va certainement dépasser les 19 milliards d'euros au lieu des trois prévus initialement. Le démarrage de la production d'électricité est annoncé pour la fin de l'été. Mais cette construction décidée en 2005 n'avait pas pour but de produire plus d'électricité en France. C'était, à l'époque, pour répondre au marché mon-

dial des centrales nucléaires, alors très prometteur. Les capitalistes français de la filière brûlaient d'y prendre leur part, notamment aux États-Unis et en Chine. L'EPR de Flamanville devait surtout servir de vitrine pour la vente à l'export.

Et puis, patatras ! Six ans après la décision de 2005 de construire cet EPR, il y a eu la catastrophe de Fukushima au Japon. En avril 2011, un tremblement de terre suivi d'un tsunami a causé la mort de 18 000 personnes, et un accident nucléaire majeur dans la centrale de la région. Cette catastrophe a suscité un tel émoi dans la population mondiale qu'elle a provoqué un tournant de la politique nucléaire de plusieurs États. L'Allemagne a abandonné la petite part de production nucléaire d'électricité dont elle



La centrale de Flamanville sur la côte du Cotentin, près de Cherbourg, avec le réacteur EPR, en 2023.

disposait. En France, la doctrine fut alors de réduire progressivement la part du nucléaire dans la production d'électricité. Alors qu'elle était supérieure à 75 %, celle-ci devait être ramenée à moins de 50 %. La décision de fermeture de la centrale de Fessenheim accompagnait cette évolution, alors que des centaines de millions d'euros avaient pourtant été dépensés pour sa remise à niveau.

UN VIRAGE POLITIQUE SANS LA MOINDRE ANTICIPATION

En 2022, Macron a donc changé de doctrine alors que rien n'avait été anticipé.

On nous explique que la construction de nouvelles centrales ou le prolongement de la durée de vie des centrales actuelles répondraient à des besoins nouveaux en électricité, car il faudrait combattre le réchauffement climatique, en produisant de l'électricité avec un bon bilan carbone; que pour les mêmes raisons, il y aurait des utilisations nouvelles de l'électricité, notamment pour les voitures électriques. Par conséquent, il faudrait produire plus d'électricité d'origine nucléaire, car ce serait, selon le gouvernement, « plus écologique ». Plus écologiques les mines d'uranium et les conséquences de leur exploitation sur les travailleurs et les populations locales? Plus écologique la production de déchets radioactifs qui resteront sur les bras de l'humanité pendant des milliers et des milliers d'années? On peut juste dire que cela produira moins de CO².

D'autres arguments sont mis en avant, car, depuis 2022, les menaces de pénuries d'électricité révélées par les pannes à répétition des centrales nucléaires actuelles ont montré la fragilité du système de production électrique. La guerre en Ukraine et la forte réduction des importations de gaz russe, jusque-là

très utilisé dans les centrales électriques allemandes, puis l'envolée des prix de l'électricité ont servi de prétexte pour prétendre qu'il faut assurer une « souveraineté énergétique ».

Mais faut-il rappeler que la France n'extrait plus du tout d'uranium sur son territoire depuis le début des années 2000 et qu'elle s'approvisionne au Kazakhstan, au Niger, en Ouzbékistan ou en Australie? En vérité, parler de « souveraineté énergétique », avec le nucléaire comme avec tant d'autres types d'énergie, est absurde!

Cette prétendue « souveraineté énergétique » cache juste la volonté de l'État français de protéger les intérêts de ses propres champions nationaux de l'énergie face à la concurrence des autres capitalistes européens de l'énergie, notamment allemands.

Malgré l'enrobage, la décision de développer telle ou telle filière pour produire de l'électricité, pays par pays, alors même que les réseaux électriques des pays européens sont interconnectés, n'a rien à voir avec un choix collectif et conscient pour répondre à des besoins, soigneusement définis collectivement, avec une évaluation consciente des risques et des coûts pour la population. Elle est prise dans le secret des conseils d'administration ou encore par des gouvernements entièrement au service d'actionnaires privés.

C'est pour cette raison que les travaux de l'EPR de Flamanville engagés depuis décembre 2007 ont connu autant de déboires, retards et coûts exorbitants. La décision de construire cette centrale relevait uniquement de considérations financières et commerciales.

Or, depuis des années il n'y avait plus guère, parmi le personnel de la filière nucléaire, de travailleurs suffisamment formés et expérimentés pour effectuer ce travail.

Cela faisait suite à une période, les années 1990-2010, pendant laquelle la financiarisation de l'économie montait en puissance, avec de forts ralentissements d'investissements productifs, et pas seulement dans le secteur de l'énergie. Si bien que le renouvellement de la main-d'œuvre n'était plus vraiment au programme des entreprises de la filière nucléaire.

Autrement dit, EDF et ses partenaires industriels se sont lancés dans un chantier gigantesque alors qu'ils ne savaient plus vraiment faire. On a donc vu toute une série de malfaçons s'accumuler à cause de fournisseurs négligents, employant du personnel insuffisamment formé et des sous-traitants en cascade. Par exemple, une piscine d'entreposage du combustible nucléaire, construite en béton par Bouygues, était trouée comme du gruère, à cause d'erreurs de ferrailage; la cuve du réacteur, puis le couvercle construit par Areva, présentaient des défauts; des soudures n'étaient pas conformes, etc.

Mais peu importe pour les capitalistes: ce désastre financier de l'EPR n'a aucunement empêché une myriade de sociétés de s'en mettre plein les coffres.

EDF, UNE ENTREPRISE AU SERVICE DES CAPITALISTES

Depuis la création d'EDF en 1946, présentée de façon induite comme un service public, les projets de construction des centrales de production d'électricité et les moyens de l'acheminer ont toujours été conçus pour servir d'abord le grand patronat. Lors de la fièvre de la construction des barrages, bien avant l'époque du nucléaire, les bétonneurs des travaux publics, les fabricants de turbines et d'alternateurs géants ont croqué à pleines dents la manne qu'offraient les commandes d'EDF.

De même les industriels gros



Intervention sur une fuite dans la centrale de Penly, sur la côte de la Manche, près de Dieppe.

consommateurs d'énergie ont toujours bénéficié de tarifs de faveur comme Pechiney (aujourd'hui Rio Tinto) pour la fabrication d'aluminium.

Cela n'a jamais cessé. La création des centrales nucléaires a simplement introduit d'autres acteurs et donc d'autres bénéficiaires, ceux de la « filière nucléaire », c'est-à-dire les bétonneurs, les producteurs des innombrables équipements des réacteurs ainsi que les fournisseurs d'uranium et des sociétés informatiques de toutes sortes. Et bien entendu les gros clients, qu'on nomme les « électro-intensifs ».

Tout ce petit monde du grand patronat, aux intérêts quelquefois divergents, voire opposés, sont ceux-là même qui décident en fin de compte de la politique d'EDF, et donc de la teneur des décisions de l'État.

C'est ainsi que les projets de construction se font dans la précipitation, en prenant des mesures pour lever les obstacles réglementaires ou administratifs qui pourraient ralentir la course au nucléaire, en réalité la course au profit.

Toute la presse a évoqué la récente fusion de l'IRSN, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, avec l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire. L'ASN a

pour mission de prendre des décisions en matière de sûreté nucléaire après s'être appuyée sur l'expertise de l'IRSN qui est chargé d'instruire techniquement les dossiers de sûreté nucléaire.

Cette fusion signifie simplement que le processus d'expertise et d'information du public sera beaucoup moins séparé du processus de décision. Cela ne peut que plaire à la direction d'EDF qui considère souvent les experts de l'IRSN comme des gêneurs. L'instruction par l'IRSN des problèmes de corrosion sous contrainte des circuits de plusieurs centrales nucléaires, qui ont provoqué leur arrêt pendant plusieurs mois, a sans doute motivé la décision de rendre moins indépendante la parole des experts scientifiques.

De nombreux experts se sont élevés contre cette fusion et le personnel de l'IRSN s'est mobilisé massivement à plusieurs reprises pour la contester.

Mais pour le gouvernement, le sujet était prioritaire. Il fallait aller vite car il s'agit de fluidifier, comme il dit, le processus de décision, non seulement pour la construction des nouvelles centrales, y compris des centrales aux concepts novateurs, mais aussi pour les centrales en fonctionnement, dont il faut

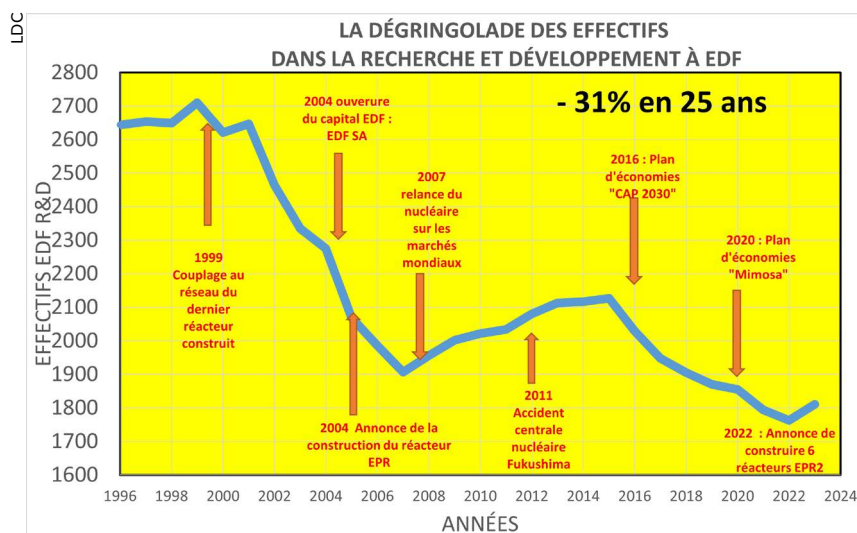
pouvoir prolonger la durée de vie sans entrave et ne pas les exposer à des arrêts prolongés, sachant que chaque jour d'arrêt coûte un million d'euros à EDF. S'il y a eu, au début, parmi les députés qui devaient voter la loi, quelques hésitations, la grande majorité s'est ensuite pliée aux injonctions, non pas de Macron, mais de la filière nucléaire et d'EDF. Et la loi a été votée le 9 avril de cette année. Et tant pis si la sûreté nucléaire va en pâtir un peu plus.

DE NOUVEAUX PROJETS... SANS LES EFFECTIFS NÉCESSAIRES

Chez EDF, chez Framatome, dans les services d'ingénierie et de recherche et développement, ces décisions prises en 2022 de relancer le nucléaire à brève échéance ont fait l'effet d'une bombe car depuis des années tout le monde se préparait au contraire à un ralentissement.

Depuis qu'en 1999 le dernier réacteur français a été couplé au réseau électrique, les emplois liés au nucléaire ont chuté brutalement. Même depuis la décision de construire l'EPR en 2005, les effectifs ont très peu augmenté dans les services d'EDF dédiés à la conception, au suivi des nouveaux projets ainsi qu'à la préparation de l'allongement de la durée de vie des centrales. L'année 2005 était celle de la transformation d'EDF en société anonyme. Les nouveaux actionnaires voulaient à la fois bénéficier de la rente nucléaire des réacteurs dont la dette venait à peine d'être remboursée et toucher les bénéfices de la vente d'EPR à l'étranger. La construction de l'EPR n'a donc pas enrayeré la baisse des effectifs.

En fait, après l'accident de Fukushima et l'effondrement des ventes de nouvelles centrales, la fonte des effectifs chez EDF a repris de plus belle, à la suite de plusieurs plans d'éco-



nomie aux effets ravageurs. En 2016, il y a eu le projet baptisé CAP 2030, puis en 2020 le projet baptisé du doux nom de Mimosa.

Aujourd'hui, pour construire toutes les centrales annoncées par l'État, la filière nucléaire estime qu'il faudrait atteindre un effectif de 300 000 personnes d'ici 2030. Cela signifierait le recrutement de 150 000 travailleurs en six ans compte tenu des départs en retraite. À EDF même, les besoins sont estimés à 3 000 recrutements par an.

Or, nous sommes bien loin du compte. La directrice des ressources humaines d'EDF a pu dire en mai que le groupe a recruté 10 000 CDI en France en 2023, mais cela n'a conduit qu'à augmenter les effectifs de 5 300 personnes dont 1 500 pour la société EDF SA – qui ne concernent pas seulement le nucléaire – et autant pour Framatome.

Pourtant, EDF ne cesse de porter de nouveaux projets, attirée par de nouvelles sources de financement public, français ou européen. Ainsi, le dispositif France Relance accorde une dotation de 500 millions d'euros pour financer le développement des petits réacteurs nucléaires, comme un SMR d'EDF baptisé Nuward. Pour le développement de ce dernier, EDF est partie pratiquement de zéro et sans

prévoir d'embaucher plus en interne. Et au fur et à mesure des études de faisabilité, les équipes se sont rendu compte que ce réacteur décidé à la va-vite risquait de ne pas fonctionner avec les plans prévus initialement. Le PDG d'EDF a finalement décidé de suspendre le projet cet été.

Ce renoncement s'explique aussi par les difficultés de recrutement auxquelles les sociétés impliquées dans le projet ont été confrontées, comme le pointait en avril le journal *Les Echos* à propos de la société TechniAtome, un fabricant de chaudières pour les sous-marins. Son vivier de recrutement est en effet le même que pour EDF, Framatome, Orano ou les sous-traitants du secteur. Un article de *La Tribune* de décembre 2023 titrait : « *Les sous-traitants dénoncent les pratiques agressives de Framatome pour débaucher leurs employés.* » En effet, s'il existe bien des accords au sein de la filière nucléaire, certains sous-traitants voient régulièrement leurs salariés les plus expérimentés partir vers les grands donneurs d'ordre. Ce vivier de compétences très recherchées n'est pas très rempli car rien n'a été anticipé dans le système scolaire et universitaire et les formations dédiées commencent juste à se mettre en place dans les régions.

Cette évolution consta-

tée pour la conception et la construction des centrales nucléaires a été la même dans la maintenance nucléaire. Cette activité a aussi subi des décisions successives pour faire des économies et transformer l'activité nucléaire en machine à faire du cash, même avant la privatisation de 2004. La maintenance préventive a ainsi été limitée au maximum pour que les centrales soient le plus disponibles possible. Les stocks de pièces détachées ont été réduits et les agents de maintenance ont été contraints de faire durer les pièces. Alors que le rapport était inverse il y a 25 ans, la maintenance est désormais assurée par 20 % de salariés d'EDF et 80 % par des sous-traitants, les fameux « nomades du nucléaire », souvent surexploités, mal formés, mal considérés par EDF.

DÉGRADATION RAPIDE DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS UNE ÉCONOMIE EN STAGNATION

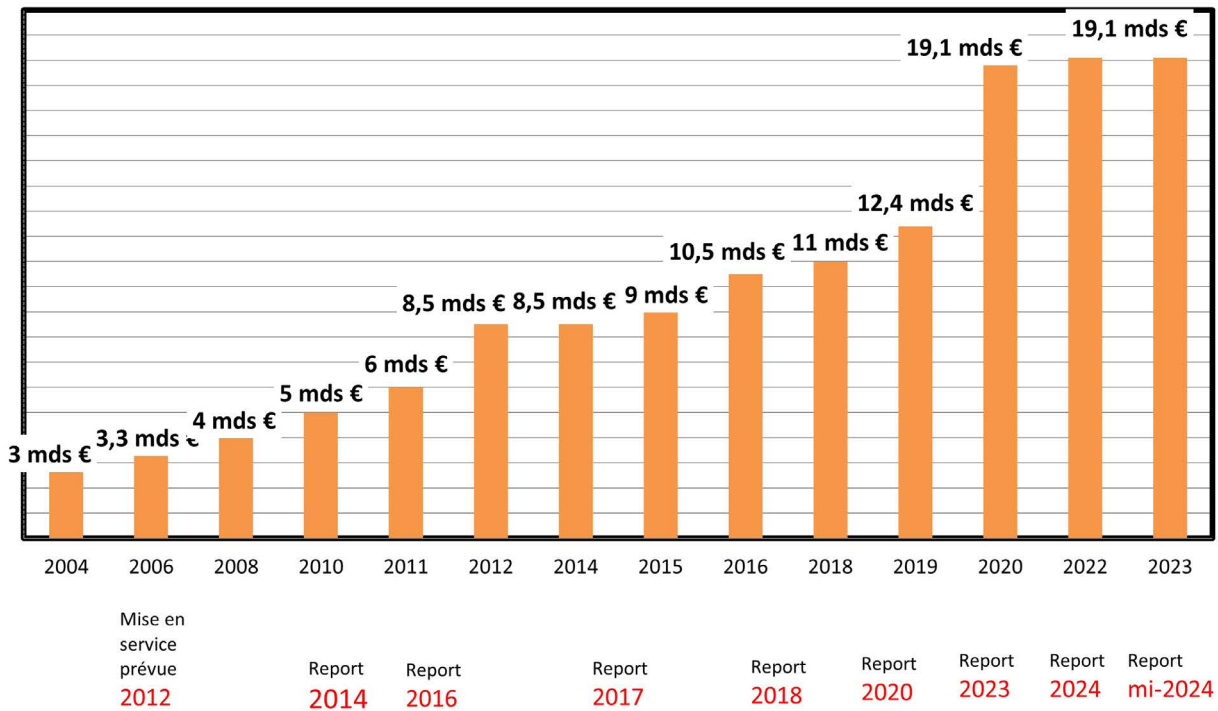
Avec la relance du nucléaire, avec le programme déjà entamé de prolongation des centrales, les conditions de travail se sont considérablement détériorées.

EDF s'appuie aussi de plus en plus sur des filiales ou des start-ups pour faire exécuter le travail à moindre coût par des travailleurs pressurés au maximum. Dans l'ingénierie, c'est une filiale d'EDF et de Framatome, Edvance, qui est chargée de concevoir au plus vite les nouveaux EPR2. Mais les salariés d'Edvance sont encore peu formés et bénéficient de droits moins avantageux que ceux d'EDF.

Quant à offrir des conditions favorables à de jeunes candidats à l'embauche, malgré toute la publicité qui est faite en ce moment dans les médias, cela n'est pas la préoccupation d'EDF. Dans les grandes métropoles, dans la région parisienne ou à Lyon, des

UNE FACTURE MULTIPLIÉE PAR SIX EN DIX-SEPT ANS

X 5,8



Évolution du coût de la construction de l'EPR de Flamanville

postes peuvent rester des mois sans être pourvus, notamment des emplois de techniciens, car les salaires sont trop bas pour se loger dans ces villes et pour y vivre. Pour enfoncer le clou, les dernières mesures salariales décidées par EDF ne bénéficient même pas aux nouveaux embauchés, sans parler de la nouvelle loi sur la retraite qui les écarte du régime particulier des industries électriques et gazières depuis septembre 2023. Aussi, les démissions précoces sont-elles en augmentation.

Il y a donc un gouffre entre l'ambition proclamée de remettre en marche la machine à produire des centrales nucléaires et la situation de la filière nucléaire en termes de ressources humaines et de moyens de production disponibles et mobilisés. Cette situation contraste avec celle qui prévalait lors du programme de construction massive des centrales, dans les années 1970-1980. Pour construire 45 réacteurs entre 1977 et 1981 (contre six à huit réacteurs EPR2 annoncés pour les prochaines années), EDF et l'État avaient lancé, au tour-

nant des années 1960-1970, c'est-à-dire peu avant l'éclatement de la crise économique mondiale, un vaste plan de construction de centrales, certes pour le bonheur des capitalistes de la filière nucléaire et de ceux du BTP.

Cinquante ans plus tard, l'économie capitaliste reste stagnante. Elle est dominée par la finance et les capitalistes sont à la recherche de profits à court terme, réalisés davantage par la spéculation que par la production. On le constate dans tous les secteurs économiques. Les réacteurs annoncés seront-ils réellement construits? S'agira-t-il seulement d'un effet d'annonce, tant les entreprises de la filière semblent mettre peu d'empressement à recruter? Le fait qu'EDF passe des contrats avec toutes sortes de start-ups pour développer d'autres petits réacteurs innovants alternatifs, comme dernièrement Thorizon, pourrait laisser croire que dans le cadre du capitalisme pourrissant, il s'agit seulement d'utiliser l'argent public pour tenter de maintenir à coups de milliards les profits capitalistes d'une industrie à bout de souffle.

QUELLE CONSÉQUENCE POUR LA POPULATION?

La population va évidemment payer le prix fort de cette relance du nucléaire. Le surcoût de l'EPR de Flamanville en est l'augure.

Telles que les choses s'annoncent, s'ils se concrétisent, les chantiers de construction de ces nouvelles centrales EPR2 seront aussi ponctués d'aléas très coûteux. Dans tous les cas, ce seront les usagers qui paieront la note.

Il est aussi inévitable que les prix de l'électricité augmentent encore. Les experts estiment que les coûts de production de l'électricité par les nouvelles centrales EPR2 seraient au minimum multipliés par deux par rapport aux coûts de production des centrales actuelles qui sont de l'ordre de 50 euros les 1000 kWh.

Car en réalité les prix ne s'établissent pas pour épargner au mieux la population, mais pour que les industriels, les capitalistes en tirent le maximum de profit.

Le prix payé par les consommateurs inclut les énormes marges des entreprises qui participent à

la construction des centrales, de toutes les entreprises prestataires qui assurent la maintenance et le fonctionnement quotidien des activités des multinationales de l'énergie électrique. Ce prix est encore le résultat de la spéculation sur le marché de gros de l'électricité, qui fait partie intégrante de cette économie.

L'augmentation des prix de l'électricité, de 45% en deux ans, a ainsi permis au groupe EDF de faire en 2023 un bénéfice net considérable, dix milliards d'euros, et pour le seul premier semestre 2024, sept milliards. Ces bénéfices servent non seulement à payer les entreprises de la filière nucléaire associées aux différents programmes d'EDF, mais aussi à payer les banquiers qui ont prêté de l'argent à EDF. Près de trois milliards de frais financiers ont ainsi été décaissés par EDF en 2023. Et cela ne risque pas de s'arrêter étant donné le montant de la dette.

INQUIÉTUDE DE LA POPULATION ET OPACITÉ PERMANENTE DE TOUTE LA FILIÈRE

Du fait de son inquiétude bien légitime devant les dangers du nucléaire, une partie de la population souhaite ralentir, voire arrêter les projets de prolongation ou de construction de nouvelles installations nucléaires, que ce soient des EPR2 ou des SMR. Des associations étudient les dossiers instruits par les autorités de sûreté nucléaire et réagissent dès que cela ne tourne pas rond. L'État craint les réactions de la population. Aussi, tout a été mis en œuvre par le gouvernement pour

limiter ses possibilités d'intervention. Une loi dite « d'accélération des procédures pour la construction de nouvelles installations nucléaires » a ainsi été promulguée en juin de l'an dernier : les expropriations seront facilitées, les dispenses de permis de construire généralisées, les exploitants pourront déroger à l'obligation de protection des espèces protégées et les manifestations sur les sites nucléaires seront davantage criminalisées.

Il y a aussi le problème du retraitement des combustibles usés. Les capacités actuelles de l'usine Orano de La Hague sont insuffisantes. Selon l'ASN, les capacités d'entreposage des combustibles usés dans des piscines arriveraient à saturation peu avant 2030. La seule pratique actuelle consiste à entasser un peu plus les combustibles dans les piscines existantes. Cela n'est évidemment pas sans poser des questions de sûreté.

Alors, en attendant qu'une usine soit construite, c'est une filiale de Rosatom, le conglomérat russe du nucléaire, qui se charge de cette activité pour EDF, grâce à une dérogation à l'embargo accordée par la Commission européenne, qui a visiblement des principes à géométrie variable. L'accumulation des combustibles usés est donc un risque majeur pour la population. Pourtant, les médias en parlent peu, car il est évident que ce sont les intérêts immédiats des acteurs de la filière qui comptent en premier.

POUR CONCLURE

Parlant de la société capita-

liste de son époque, Karl Marx notait dans le *Manifeste du parti communiste* : « Elle a créé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques. » Et les centrales nucléaires, que Marx n'a pas connues, en sont un exemple moderne.

Mais à l'époque actuelle, les crises économiques profondes se succèdent sans cesse, comme celle de 2008 ou celle liée au Covid, et le parasitisme de la finance s'accroît chaque jour un peu plus : avec cette pression financière pour toujours augmenter les profits, en faisant sans cesse des économies à tous les niveaux, sur le personnel, sur le matériel, sur la sécurité, on peut douter que cette nouvelle « relance du nucléaire » aboutisse à de grandes réalisations.

Ce qui est sûr, c'est que, grandes réalisations ou pas, nombre de capitalistes, grands ou petits, comptent y faire des profits juteux ; des profits que les travailleurs paieront de leur sueur, la population de son argent ou de sa santé. Les travailleurs ne peuvent s'opposer à cette évolution qu'en exerçant un contrôle direct sur cette filière de l'économie, comme sur les autres filières. Mais pour pouvoir imposer réellement et durablement un tel contrôle, pour maîtriser la production d'énergie, quels que soient les modes de production, il faut enlever les moyens de production des mains des capitalistes qui les possèdent pour les placer sous la direction des travailleurs.

7 septembre 2024



Palestine: la politique de Révolution permanente, entre mensonges et opportunisme

Dans un article du 2 juin, intitulé : « Feinte et orthodoxie, à nouveau sur LO, la Palestine et la question nationale », Révolution permanente (RP) nous a interpellés sur notre position concernant la guerre à Gaza, voulant « préciser le débat entamé en octobre dernier » dans une précédente publication. Le débat entre militants révolutionnaires, se réclamant du trotskysme, nous semble nécessaire et indispensable. Mais encore faut-il qu'il soit mené avec honnêteté. Or l'article de RP est parsemé de sous-entendus et d'amalgames malhonnêtes, quand ce ne sont pas purement et simplement des inventions.

Ainsi ses auteurs y assimilent notre position sur la Palestine, ainsi d'ailleurs que celle sur la Nouvelle-Calédonie, à du bordiguisme, un courant d'ultra-gauche héritier du dirigeant communiste Amadeo Bordiga. Ce jugement ne nous semble pas du tout justifié, mais de toute façon il serait bien difficile de le discuter sérieusement. En effet, notre « bordiguisme » s'expliquerait par le fait que nous aurions « entretenu des rapports idéologiques, politiques et organisationnels » avec ce courant. Lesquels ? Pour en savoir plus, le lecteur doit se contenter d'une note en fin d'article, évoquant le groupe italien Lotta comunista. Nous avons certes des contacts avec ce groupe, qui d'ailleurs refuse d'être qualifié de bordiguiste, comme avec d'autres organisations d'extrême gauche. Nous avons même des rapports politiques avec des militants de RP, notamment à l'occasion de la préparation de notre fête annuelle à laquelle ils sont invités à y tenir un stand et à animer un forum... sans que pour autant

cela influence en quoi que ce soit notre politique !

La malhonnêteté devient proprement ridicule quand, poursuivant dans le même registre, RP ajoute que nos positions seraient « héritées des apports idéologiques ou de cadres venant de courants gauchistes comme Socialisme ou Barbarie¹ qui ont nourri la presse de VO puis de LO ». Il suffit de rappeler que si des militants ont rejoint le groupe Voix ouvrière, ancêtre de Lutte ouvrière, en quittant Socialisme ou barbarie, c'est précisément parce qu'ils avaient alors été gagnés au trotskysme.

Enfin, on peut relever que les camarades de RP s'étonnent que nous ayons pu « compagnonner » avec la LCR, « allant jusqu'à faire des cellules communes », malgré d'importantes divergences. Venant de militants, qui jusqu'en 2021 animaient une tendance, le Courant communiste révolutionnaire, au sein du NPA dont ils ne cessaient de critiquer la politique, cela ne manque pas de piquant...

Nous avons toujours en effet cherché à nouer des relations avec d'autres organisations trotskystes, tout en continuant à discuter sans concessions de nos différences. Cela a pu prendre des formes variées selon les époques et les contextes politiques. Au début des années 1980, nous avons d'ailleurs eu des « rapports étroits », pour reprendre une formule employée par un militant de RP, avec la LIT (Ligue internationale des travailleurs), une organisation du courant moréniste (du nom de son fondateur Nahuel Moreno), présent surtout en Amérique latine et principalement en Argentine, dont sont issus les militants qui ont donné naissance à RP. Nous avons alors proposé des échanges de militants entre nos organisations de façon à mieux nous connaître et enrichir les uns et les autres notre expérience politique. Mais les dirigeants de la LIT ont mis fin rapidement à notre « compagnonnage », quand ils ont compris qu'ils ne parviendraient pas à nous intégrer dans un regroupement.

1 Le groupe Socialisme ou Barbarie, fondé en 1949, se revendiquait du marxisme et, s'opposait au stalinisme ; à la différence du mouvement trotskiste, il considérait que l'Union soviétique était devenue une forme de capitalisme d'État.

pement concurrent de ceux des autres organisations trotskystes, ce qui semblait être leur seul objectif. En se livrant à des amalgames grossiers et malhonnêtes, les auteurs de l'article de RP s'inscrivent bien de ce point de vue dans la continuité politique des morénistes de cette époque.

Pour autant, nous tenons à répondre aux critiques politiques formulées dans l'article de RP, car nous pensons que cela peut être profitable à ceux qui sont honnêtement préoccupés par l'évolution actuelle de la situation au Moyen-Orient et légitimement révoltés par le sort des Palestiniens, victimes d'un massacre à grande échelle mené par l'armée israélienne.

CHOISIR UN «CAMP MILITAIRE»... OU S'ALIGNER DERRIÈRE LE HAMAS

RP nous reproche de renvoyer dos à dos l'État d'Israël et les Palestiniens car nous nous refuserions à «choisir un camp militaire». Que signifie donc une telle formule? Depuis le 7 octobre 2023, dans nos publications, notre hebdomadaire, nos éditoriaux distribués devant plusieurs centaines d'entreprises – tous ceux du mois d'octobre et bien d'autres par la suite – nous avons dénoncé le terrorisme de l'État israélien à l'égard des Palestiniens, les massacres auxquels se livre son armée à Gaza, la négation des droits des Palestiniens à une existence nationale, la politique d'oppression et de spoliation de l'État d'Israël depuis sa création et son rôle de gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient qui lui vaut un soutien indéfectible des grandes puissances, en premier lieu des États-Unis.

Nous avons donc bien choisi un camp, mais qui est d'abord un camp politique : nous sommes inconditionnellement



À Nuseirat, après des bombardements israéliens, le 11 septembre 2024, des Palestiniens inspectent les décombres de l'école al-Jawni qui abritait des réfugiés, à la recherche des victimes.

solidaires du peuple palestinien face à l'oppression qu'il subit. Mais cette solidarité avec un peuple opprimé n'implique pas nécessairement l'approbation des politiques et des choix des organisations qui prétendent le représenter, surtout s'agissant en l'occurrence d'organisations nationalistes bourgeoises! Nous ne sommes pas solidaires du Hamas, de sa politique, de ses méthodes et en particulier de sa politique militaire telle qu'elle a été illustrée par son offensive du 7 octobre.

L'argument souvent avancé est que, par cette attaque, le Hamas a remis sur le devant de la scène la question palestinienne que les dirigeants israéliens et leurs alliés avaient réussi depuis des années à faire oublier. Si c'est vrai, cela a été de la façon la pire qui soit. Les dirigeants de l'organisation islamiste savaient fort bien que cette attaque, en frappant de façon spectaculaire la population israélienne, aussi bien des civils que des militaires, susciterait inévitablement une réaction militaire de grande ampleur de l'armée israélienne, avec des conséquences dramatiques pour la population palestinienne. De plus, elle allait permettre à Netanyahu et à son gouvernement d'extrême droite

de miser sur la réaction de la population israélienne pour lui imposer leurs choix et créer autour d'eux une véritable union sacrée. Ainsi les dirigeants israéliens ont pu bombarder et détruire complètement Gaza, causant la mort de plus de 40 000 Palestiniens, en bénéficiant, au moins dans les premiers mois de la guerre, d'un soutien populaire qu'ils avaient perdu à la veille du 7 octobre.

Mais de son côté aussi, le Hamas voulait contraindre les Palestiniens à serrer les rangs derrière lui face à la violence meurtrière de l'armée israélienne. De sa part, il s'agit d'une tactique constante, appliquée bien avant le 7 octobre, visant à démontrer qu'il est la seule organisation combattante digne de représenter les Palestiniens et que, pour eux, se ranger derrière sa direction est la seule option possible. Des révolutionnaires prolétariens ne peuvent être solidaires de cette politique qui aboutit à creuser toujours plus le fossé de sang entre les deux peuples, à les dresser l'un contre l'autre et permet aux nationalistes les plus extrémistes des deux camps d'assurer leur emprise sur leurs populations.

En fait, le choix d'un «camp militaire» dans le conflit actuel,



Révolution permanente en campagne pour Anasse Kazib à Saint-Denis, pour les législatives du 30 juin 2024.

tel que le fait RP en identifiant le Hamas à la « résistance militaire » des Palestiniens, n'est qu'une façon honteuse de se ranger derrière la politique de cette organisation, sans vouloir l'avouer clairement. Quand RP prétend défendre l'indépendance politique du prolétariat, son auto-organisation, ce ne sont alors plus que des phrases creuses, vidées de tout sens.

L'EXEMPLE DE LA GUERRE ISRAËLO-ARABE DE 1973, ET DE BIEN D'AUTRES

Pour justifier son soutien au Hamas, RP multiplie les citations de Lénine et de Trotsky, qui soulignaient invariablement la nécessité, pour les révolutionnaires, de se placer clairement dans le camp des nations opprimées, position que nous approuvons pleinement. RP croit même pouvoir nous opposer la position que nous avons prise lors de la guerre du Kippour, opposant les États arabes à Israël, citant un extrait d'un article publié le 1^{er} novembre 1973 (*Lutte de classe* n° 14) : « Si les révolutionnaires prolétariens doivent être résolument pour la victoire des États arabes parce qu'une victoire d'Israël renforcerait la domination impérialiste au Proche-Orient, ils ne doivent pas

pour autant laisser croire que la lutte anti-impérialiste passe par la guerre contre Israël et qu'elle peut être menée par les bourgeois arabes. » RP estime que nous avons ainsi choisi clairement un camp, alors que nous ne ferions pas aujourd'hui.

Ce qui échappe visiblement à RP est que le principe de se placer dans le camp de la nation opprimée doit se traduire par des prises de position politiques concrètes qui dépendent évidemment de la situation à laquelle on fait face. Une guerre entre le Maroc et la France à laquelle fait allusion Lénine, la guerre sino-japonaise dont parle Trotsky, la guerre israélo-arabe de 1973 et la guerre à Gaza, sont autant de situations différentes qui requièrent chaque fois une analyse. Mais justement, tout en multipliant les citations, RP évite soigneusement d'appliquer le raisonnement qu'elles contiennent à la guerre actuelle.

Ainsi, que la situation politique au Moyen-Orient ne soit pas la même en 1973 et en 2024, cinquante après, ne compte visiblement pas pour ces camarades. Il n'est donc pas inutile de rappeler le contexte. Dans la guerre de 1973, il y avait d'un côté l'État israélien, soutenu par les États-Unis qui organisaient un pont aérien pour lui livrer les armes dont il avait besoin,

et de l'autre l'Égypte et la Syrie, dont les dirigeants cherchaient encore, à l'époque, à desserrer l'emprise de l'impérialisme et entretenaient pour cela des liens avec l'Union soviétique. Comme nous l'avons alors écrit, le prolétariat n'était pas représenté avec sa bannière dans ce conflit, mais l'impérialisme, lui, était clairement dans le camp d'Israël.

Nous affirmions donc en effet que les révolutionnaires ne pouvaient pas rester neutres dans cette guerre, mais nous ajoutions aussi : « En développant le nationalisme dans les deux camps, en enchaînant au travers de l'union sacrée les prolétariats arabe et juif à leur propre bourgeoisie, la guerre ne fait qu'obscurcir les problèmes et éloigner les véritables solutions.

C'est pourquoi un alignement pur et simple des révolutionnaires sur les dirigeants arabes [...] serait une autre façon, tout aussi radicale, de trahir l'internationalisme. La tâche d'organiser le prolétariat, de lui montrer que si, dans la guerre actuelle, l'impérialisme est l'ennemi principal, la bourgeoisie nationale est aussi un ennemi fondamental, un obstacle permanent sur le chemin de la véritable émancipation, la dénonciation de tous les crimes, de la politique de classe antiouvrière des dirigeants arabes, font partie des objectifs



Unes de notre hebdomadaire des 9 et 16 octobre 1973

immédiats des révolutionnaires prolétariens.»

Aujourd'hui, la configuration politique du Moyen-Orient a notablement changé, mais en pire. Tout d'abord, les dirigeants des États arabes ne font plus mine de contester la domination de l'impérialisme et agissent en complicité plus ou moins ouverte avec ceux d'Israël. Les dirigeants de l'OLP eux-mêmes ont pu démontrer à la tête de l'Autorité palestinienne qu'ils pouvaient être des interlocuteurs responsables vis-à-vis des grandes puissances et qu'ils pouvaient accepter de collaborer avec l'armée israélienne dans les tâches de répression des mobilisations populaires dans les territoires occupés. Quant au

Hamas, cette organisation islamiste réactionnaire a eu le temps de montrer, en dirigeant le territoire de Gaza pendant 17 ans, qu'elle était elle aussi capable de mettre en place une police et des prisons pour mettre au pas les Palestiniens.

À quelles conclusions aboutissent les camarades de RP en comparant nos positions de 1973 et celles d'aujourd'hui? On ne le saura pas, car ils ne le disent pas clairement. Et quelle issue peut-on souhaiter au conflit actuel? Le Hamas sait parfaitement qu'il ne peut pas vaincre militairement l'État israélien, et ce n'est d'ailleurs pas son objectif. Tout comme l'OLP avant lui, il cherche à se faire reconnaître comme un interlocuteur par les grandes puissances et à obtenir qu'elles lui reconnaissent le droit de diriger un État palestinien dans le cadre du système impérialiste, même réduit à un territoire aussi limité que celui de la Cisjordanie et de Gaza.

Ainsi, même une victoire ou un succès militaire du Hamas aboutiraient tout au plus à imposer à Israël la «solution à deux États» prônée en paroles par l'ONU et les dirigeants des grandes puissances. Cela satisferait sans doute partiellement la bourgeoisie palestinienne représentée par l'OLP et le Hamas, avide de pouvoir gérer sans entraves son propre État. Pour la population et pour la classe ouvrière palestiniennes elles-mêmes, cela pourrait être un répit dans la guerre. Il serait tempéré cependant, non seulement parce que ce ne serait pas la fin de l'exploitation, mais aussi parce qu'elles auraient à subir un pouvoir politique certes autochtone mais réactionnaire, dictatorial et qui ne satisferait que bien incomplètement même leurs simples aspirations nationales.

Alors on peut bien sûr dire aujourd'hui que l'on souhaite la victoire militaire des Palestiniens contre l'armée israélienne, mais se contenter d'une telle procla-

mation revient à se boucher les yeux devant la situation réelle. Pire, c'est se refuser à indiquer une issue politique au prolétariat palestinien, mais aussi à celui d'Israël et du Moyen-Orient, face aux conflits imbriqués et à l'impasse dans laquelle s'enfonce toute la région.

Aux perspectives étroitement nationalistes d'une petite bourgeoisie palestinienne qui revendique d'avoir dans le Moyen-Orient dominé par l'impérialisme la petite place que celui-ci voudra bien lui reconnaître, les révolutionnaires doivent opposer celles de la lutte du prolétariat, dans la région et à l'échelle internationale, pour renverser l'impérialisme. C'est la seule perspective qui peut conduire à mettre fin à toutes les formes d'oppression, y compris nationales. Les organisations nationalistes, toutes variantes confondues, ne peuvent que conduire les opprimés dans une impasse et constituent un obstacle dans la voie de leur émancipation. Cela est encore plus vrai dans la situation du Moyen-Orient, morcelé par une politique impérialiste qui a fait obstacle au développement national pour toute une série de bourgeoisies, non seulement palestinienne mais aussi par exemple kurde et qui en a limité bien d'autres. La dénonciation des limites de ce nationalisme, dans une époque où son avenir est de plus en plus bouché, constitue donc bien aujourd'hui comme en 1973, une composante essentielle de la politique des révolutionnaires prolétariens.

QUAND LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE EST UTILISÉE POUR JUSTIFIER L'OPPORTUNISME

En écrivant que nous tournerions le dos à la théorie de la révolution permanente, RP s'inscrit dans la tradition de tous ceux qui, au sein du mou-

vement trotskyste international, ont utilisé cette formule pour justifier leur suivisme vis-à-vis des mouvements nationalistes, dans la période des années 1950-1960, alors que des mobilisations anti-coloniales et anti-impérialistes se produisaient dans de nombreux pays.

Trotsky a élaboré la théorie de la révolution permanente pour discuter des tâches du prolétariat dans les pays arriérés², désignant ainsi, sans aucun jugement de valeur, des pays tombés sous la domination de puissances impérialistes et qui ont vu leur développement économique entravé. Le prolétariat de ces pays serait contraint, concluait Trotsky dans le Programme de transition, « *de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial* ». Et Trotsky de conclure : « *Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la RÉVOLUTION PERMANENTE, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917).* »

Trotsky cherchait ainsi à armer politiquement des militants révolutionnaires dans leur lutte pour arracher le prolétariat à l'influence politique des organisations bourgeoises afin que celui-ci soit capable de prendre la tête de la mobilisation révolutionnaire et de conquérir le pouvoir. Cet objectif implique que les militants révolutionnaires combattent fermement et avec intransigeance la politique et les méthodes de ces organisations nationalistes en leur opposant

la perspective de la révolution prolétarienne. Nous n'avons pas les moyens de peser sur le cours des événements au Moyen-Orient, mais nous pouvons au moins défendre cette perspective, dans nos publications et lors de nos interventions, notamment à l'occasion des manifestations de solidarité avec les Palestiniens qui ont eu lieu ces derniers mois.

LA POLITIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ AVEC GAZA

Contrairement à ce que prétend RP, nous n'avons pas fait preuve « d'abstentionnisme » vis-à-vis de ces manifestations. Les militants de LO y ont participé en tant que communistes révolutionnaires, arborant d'ailleurs le drapeau rouge, celui de la classe ouvrière internationale et non le drapeau national palestinien, à l'inverse de RP. En effet, dans tous ces rassemblements et lors de nos prises de parole, nous tenons à nous démarquer des organisations nationalistes.

L'opportunisme dont RP fait preuve par rapport aux initiateurs de ces manifestations n'a rien de nouveau. La politique de leur courant politique a toujours consisté à chercher à accrocher leur wagon à d'autres courants semblant avoir le vent en poupe. Cela les amène à peindre en rouge ces mobilisations, à surestimer leur importance et même à y voir « *toute une génération en train de s'approprier les drapeaux de la solidarité internationaliste* ».

Malheureusement, ces manifestations n'ont entraîné qu'une fraction très minoritaire de la jeunesse, en particulier en France

où elles n'ont jamais atteint un niveau de mobilisation comparable à celui des États-Unis. Mais s'il est vrai que leurs participants ou certains d'entre eux ont voulu manifester une « solidarité internationaliste », l'alignement de RP et d'autres sur la politique des organisations nationalistes ne les y aura certainement pas aidés. Cela devrait pourtant être la tâche de militants se réclamant du trotskysme.

RP nous reproche de percevoir « *la situation uniquement au prisme du recul extrême du mouvement ouvrier et de l'exacerbation du militarisme et des rivalités entre États* ». Il s'agit pourtant d'une réalité, mais selon nous, ce n'est pas être pessimiste que de constater que les révolutionnaires doivent militer dans une situation de recul qui s'aggrave et menace de déboucher sur une généralisation des guerres. C'est seulement chercher à avoir la lucidité nécessaire pour des militants qui se préoccupent de connaître la réalité des rapports de force.

Cela ne nous conduit pas à être « attentistes », pour reprendre l'expression de RP. Nous pensons au contraire que, dans cette période où le capitalisme démontre plus que jamais sa faillite, les militants révolutionnaires doivent redoubler d'efforts pour construire le parti communiste révolutionnaire et l'Internationale dont la classe ouvrière aura besoin pour renverser la bourgeoisie et son système. Le faire sur des bases politiques justes est indispensable pour aider à avoir une claire conscience des tâches qui en découlent pour ceux qui veulent lutter contre ce système, en France, au Moyen-Orient et dans le monde entier.

14 septembre 2024

2 Les auteurs de l'article de RP nous reprochent d'utiliser le terme de « pays arriérés », affirmant que cela aurait « *des répercussions politico-stratégiques majeures* ». Rien de moins ! Ils préfèrent utiliser celui de « Sud global », plus en vogue dans certains milieux de la gauche altermondialiste, mais qui n'a rien de beaucoup plus marxiste...



Livraison militante de matériel électoral, ici dans l'Hérault.

Les résultats de l'extrême gauche aux élections législatives

LES RÉSULTATS DE LUTTE OUVRIÈRE

Au premier tour des élections législatives, le 30 juin dernier, Lutte ouvrière a présenté des candidats dans 550 circonscriptions, dont sept dans l'île de La Réunion, cinq en commun avec Combat ouvrier en Martinique et en Guadeloupe, et pour la première fois une à Mayotte et une en Guyane. Rappelons que ces candidatures ont été présentées en quelques jours, puisque la dissolution a été annoncée le 9 juin au soir, et que le dépôt des candidatures a pris fin le 16 juin. Cette présence de 1 100 de nos camarades témoigne de l'homogénéité et du volontarisme de notre organisation. Elle a aussi permis qu'un vote de classe soit possible partout face aux partis bourgeois. Nos candidats totalisent 352 856 voix, soit 1,14% des suffrages exprimés dans ces 550

circonscriptions. En juin 2022, nos 554 candidats avaient totalisé 229 810 voix (1,04%) ; en juin 2017, 159 470 voix (0,72%).

Nous réalisons nos meilleurs résultats dans la 1^{re} circonscription de l'Ariège, où Gisèle Lapeyre obtient 7,27%, dans la 3^e circonscription de l'Eure-et-Loir, où Vincent Chevrollier obtient 6,87%, et dans la 4^e circonscription de Guadeloupe, où Jean-Marie Nomertin (Combat ouvrier) obtient 6,41%. À Mayotte, où Mikhaël Saify était le seul à dénoncer les discours xénophobes contre les migrants comoriens, il obtient 3,99%. Lutte ouvrière a obtenu plus de 1% des voix dans 314 circonscriptions.

Ces résultats modestes témoignent d'abord de l'effort militant de notre organisation, dans le contexte d'une campagne précipitée. En effet, quelque 15 millions de nos circulaires, qui n'ont

pu être livrées à temps, ont été refusées par les préfetures, privant ainsi les électeurs de notre propagande dans les 153 circonscriptions concernées. Dans 82 circonscriptions, nos bulletins de vote ont également été refusés, et nos militants ont dû les distribuer dans plusieurs milliers de communes, souvent rurales et éloignées, par exemple dans l'essentiel de l'Occitanie. Enfin, en raison des moyens limités dont dispose Lutte ouvrière, nous n'avons fait imprimer des bulletins de vote que pour 50% des électeurs et, en raison de la forte participation, nos bulletins ont manqué dans certains bureaux et dans certaines communes, dimanche 30 juin en fin de journée.

Nos candidatures sont certes très minoritaires. Mais dans une situation marquée par la poussée de l'extrême droite dans le monde du travail, et par le vote pour les candidats du Nouveau Front populaire, les résultats de Lutte ouvrière montrent que le courant qui défend la perspective communiste et révolutionnaire se maintient dans le pays.

LA PRÉSENCE DU NPA

Nos lecteurs savent que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), fondé en 2009 par l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire, s'est scindé en 2021 et 2022 en trois organisations.

Le NPA-L'anticapitaliste, dont les figures les plus connues sont



Les candidats de Lutte ouvrière dans la Loire



CAPTURE D'ÉCRAN X

Philippe Poutou
6 019 posts

Abonné

Philippe Poutou @PhilippePoutou · 3 juil.

Nous aussi on n'aurait jamais imaginé qu'on se retrouverait ainsi dans un même bloc électoral des gauches et qu'@faureolivier soutiendrait une candidature @NPA_officiel. Mais le danger immédiat d'une extrême droite rend cette alliance nécessaire et urgente. Merci pour le soutien



Quand Poutou remercie le dirigeant du PS Olivier Faure de son soutien...

Olivier Besancenot et Philippe Poutou, a fait campagne pour la gauche gouvernementale. Il a appelé à voter pour le NFP, donc pour Hollande plutôt que pour Marie-Thérèse Coinaud, infirmière retraitée et militante LO dans la 1^{re} circonscription de Corrèze, ou pour l'ancien ministre macroniste Aurélien Rousseau plutôt que pour l'ouvrier de l'automobile et militant LO Ali Kaya dans la 7^e circonscription des Yvelines. Alors que, dans ses négociations avec La France insoumise, le NPA n'avait pas obtenu de circonscription aux législatives de 2022, ni de place sur la liste aux élections européennes, il a été récompensé de son suivisme par une investiture pour Philippe Poutou en juin 2024. La médaille était néanmoins en chocolat, car la première circonscription de l'Aude, attribuée à l'ancien candidat à la présidentielle, était ingagnable, face à un député sortant du Rassemblement national. Poutou a logiquement été battu au second tour. Entre les deux tours, le NPA s'est rallié au « front républicain », expliquant : « Entre deux dangers, nous devons

d'abord tout faire pour éliminer le plus important et le plus immédiat. »¹ En appelant à voter pour des candidats macronistes ou de droite, comme Gérald Darmanin ou Elisabeth Borne, le NPA a démontré sa parfaite loyauté à ses nouveaux amis du NFP.

Le NPA-Révolutionnaires a eu une ligne très différente, refusant tout soutien à la gauche institutionnelle et à ses partis. Cette organisation, qui avait

présenté aux européennes une liste conduite par Selma Labib et Gaël Quirante, a investi 75 candidats. Seuls 29 d'entre eux ont pu imprimer du matériel électoral dans les délais imposés par le calendrier, et ils ont obtenu des résultats modestes (5 814 voix, soit 0,38 % des suffrages exprimés). Dans les autres circonscriptions, le NPA-Révolutionnaires appelait clairement à voter pour les candidats de Lutte ouvrière.

La troisième organisation issue de la scission du NPA, Révolution permanente (RP), issue du courant moréniste, n'a présenté qu'un candidat, son porte-parole Anasse Kazib, dans la deuxième circonscription de Seine-Saint-Denis, où il a obtenu 1 128 voix (3,67 %). RP avait choisi de concentrer sur cette circonscription plusieurs dizaines de militants, sans doute dans l'espoir de faire une démonstration. Les figures d'ordinaire courtisées par RP, comme Assa Traoré, porte-parole du Comité vérité et justice pour Adama, ou le philosophe Frédéric Lordon, ont pour leur part rallié la gauche de gouvernement, fût-ce, comme Lordon, au nom du « léninisme ».

Dans la foulée de la dissolution, le NPA-Révolutionnaires et Révolution permanente avaient proposé à Lutte ouvrière de discuter d'un accord pour les élections législatives, proposition que nous avons refusée en raison des délais serrés.

Enfin, le Parti des travailleurs (ex-Parti ouvrier indépendant et démocratique, POID) a présenté 19 candidats, ayant totalisé 5 680 voix (0,59 % des suffrages dans ces circonscriptions) selon nos décomptes. Entre les deux tours, sans se rallier au « front républicain », le Parti des travailleurs a appelé à voter pour le Nouveau Front populaire².

20 août 2024

1 « Stopper l'extrême droite. Renforcer la gauche unie et militante », https://npa-lanticapitaliste.org/sites/default/files/tract-npa-nfp2_couleurs.pdf
2 « Le 7 juillet, pas une voix pour l'extrême droite, pas une voix pour les partis capitalistes ! Rupture ouvrière ! », communiqué du 30 juin à 23 heures.



La prison de Verkhneouralsk, aujourd'hui.

Les Cahiers de Verkhneouralsk, écrits de militants trotskystes soviétiques, 1932-1933 (tome 2)

Malgré le poids de la dictature stalinienne et de la bureaucratie dans l'URSS des années 1930, par quels moyens les trotskystes pouvaient-ils s'y adresser à la classe ouvrière ? Et s'appuyant sur sa situation réelle et ses seuls intérêts, quelle direction offraient-ils à ses luttes ?

Comment interpréter le « virage à gauche » d'un Staline pronant en 1928-1929 ce qu'il rejetait la veille : l'industrialisation et la collectivisation des terres ? Face à cela, quelle attitude l'Opposition de gauche pouvait-elle adopter ? Et devant les illusions sur le revirement stalinien et les défections qui s'ensuivaient dans ses rangs, que devait-elle faire ?

Pourquoi le stalinisme opposait-il le drapeau du socialisme dans un seul pays à la théorie de la révolution permanente, élaborée par Marx en 1850, développée par Trotsky en 1905 et sur laquelle Lénine s'appuya en 1917 pour mener le prolétariat à la victoire d'Octobre ? Quel sens, quelles implications, concrètes et décisives dans la lutte de classes, avait en Russie et ailleurs ce qui ne relevait pas de la seule théorie ?

Quant à la NEP (Nouvelle politique économique), décidée par Lénine après la guerre civile afin de réanimer un pays exsangue en rétablissant le marché de façon temporaire et contrôlée, ne devait-on y voir qu'un recul imposé par la conjoncture ? Ne s'agissait-il pas plutôt, ce que suggérait l'expérience de la Russie des soviets, d'une étape inévitable après la prise du pouvoir

par le prolétariat, même dans des pays développés ? En fait, exposent les *Cahiers*, la NEP préfigure ce que doivent être les relations du pouvoir ouvrier avec la petite bourgeoisie paysanne et commerçante, tant qu'une grande partie de la planète n'a pas fait sa révolution. Et, là où elle a triomphé, aussi longtemps que les progrès permis par l'étatisation et la planification de la production n'auront pas encore convaincu des avantages du collectivisme les producteurs individuels...

Ce sont là quelques-uns des nombreux sujets qui forment la matière des articles, débats, analyses et lettres des trotskystes de la prison d'isolement renforcé de Verkhneouralsk. Les documents que l'on y a retrouvés en 2018 embrassent, d'un point de vue militant, tous les domaines de la vie sociale, en URSS et dans le monde, au début des années 1930.

Malgré une présentation et des notes indispensables, la lecture de certains textes peut sembler ardue à qui n'est pas familier de l'histoire de la révolution russe, du combat de ceux qui luttaient, aux côtés de Trotsky, pour sauver la révolution qu'ils avaient faite et régénérer le premier État ouvrier de l'histoire.

Mais passé l'obstacle, on a sous les yeux un livre passionnant et fort enrichissant pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

Il montre de façon vivante ce que fut le seul parti trotskyste qui ait véritablement existé : ayant de larges sympathies parmi les travailleurs, il luttait sur le terrain de classe sans céder. On découvre de quelle trempe étaient les bolcheviks de l'après-Lénine : des militants souvent d'à peine 30 ans, combattant dans les conditions les plus dures, qui, ayant choisi le camp des travailleurs et de la révolution mondiale, en ont fait



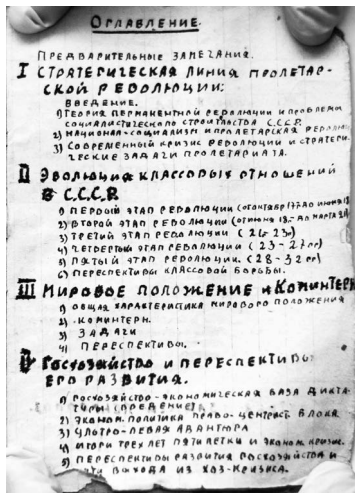
Sous le plancher de cette cellule, ont été découverts en 2018 une trentaine de cahiers miniatures, écrits par des militants de l'Opposition de gauche.

leur boussole. On les voit échanger en permanence avec Trotsky malgré la prison, la censure, la répression qui se durcit, et

débattre entre eux sans concessions. Ils savent en effet, pour l'avoir appris de l'histoire de leur parti, le Parti bolchevique puis l'Opposition de gauche, que défendre ses positions jusqu'au bout est un moyen de les éprouver pour aller de l'avant. On le vérifie dans la polémique qui les oppose aux détenus qui prétendent que la révolution a dégénéré car elle aurait été prématurée, les conditions internationales n'étant pas assez mûres pour la révolution mondiale. Ce « fait », les chefs de la social-démocratie l'invoquaient depuis 1917 pour justifier qu'ils combattaient la révolution partout en Europe !

qu'ils menaient avec la réaction stalinienne, on la suit au jour le jour dans les Cahiers.

S'adressant à de jeunes militants à Moscou fin 1927, Trotsky affirma : « Notre génération a accumulé une expérience révolutionnaire qui pourrait suffire à toute l'humanité. » Aleksandr Boyartchikov, un des très rares trotskystes à avoir échappé à leur liquidation systématique en 1937-1938, rapporta ces propos dans les mémoires¹ qu'il rédigea après un quart de siècle de déportation, de camps et de prisons tel Verkhnéouralsk. C'est une partie de l'expérience inestimable dont étaient porteurs Trotsky et ses camarades que restituent les Cahiers de Verkhnéouralsk.



184

Un texte d'orientation :

- I La ligne stratégique de la révolution prolétarienne ;**
- II L'évolution des relations entre les classes en URSS ;**
- III La situation mondiale et le Komintern ;**
- IV L'économie étatisée et ses perspectives de développement**

Les trotskystes internés par Staline avaient, eux, choisi de lutter pour la révolution socialiste mondiale. Ils avaient lié leur sort à la remontée des luttes et de la conscience de classe du prolétariat russe et international. La lutte à mort

2 septembre 2024

Les Cahiers de Verkhnéouralsk, Les Bons Caractères, 438 pages, 25 euros. (Paru en 2022, le tome 1 compte 246 pages et coûte 17 euros).



ARC

Onzième anniversaire d'Octobre (novembre 1928) : des trotskystes sur leur lieu de déportation, en Sibérie, avec comme mots d'ordre : "Diriger réellement le feu à droite contre le koulak, le nepman et le bureaucrate" et pas seulement dans les discours staliniens ; "Vive la dictature du prolétariat".

¹ *Vozpominyaya* (Souvenirs) d'A. Boyartchikov n'a pu paraître à Moscou qu'en 2003 et à un petit tirage.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse :
www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 – 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 – 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 – 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 – 2 €

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
n° 172, 15 avril 2023 – 2 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) – août 2023 – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Cahiers de Verkhneouralsk – Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

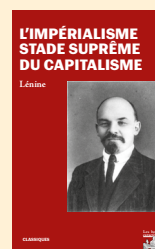
Collection Classiques
446 pages – 25€



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

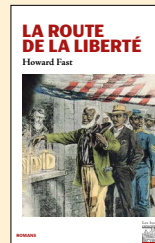
Lénine

Collection Classiques
176 pages – 10 €



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages – 25€



Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux – La Source
Christiane Hauchère

Collection Témoignages
72 pages – 5€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



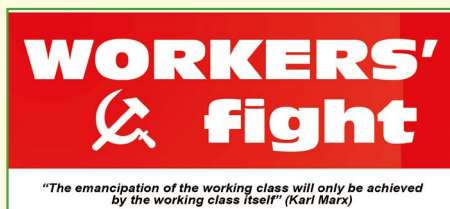
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>